

PORT DE DJEN DJEN

Le terminal à conteneurs réceptionné «avant fin 2025»

Le terminal à conteneurs en réalisation dans le port de Djen Djen, dans la wilaya de Jijel, sera réceptionné « avant la fin de l'année 2025 », a affirmé, hier, le président-directeur général de cette infrastructure portuaire, Abdeslam Bouab. P 2



PLAN D'APPROVISIONNEMENT
DU MARCHÉ DURANT LE
RAMADAN

**Le satisfecit du
ministère du
commerce**

Si le ramadhan est souvent synonyme de tensions sur les produits et surtout de hausse, le ministère du Commerce pour cette année a mobilisé toutes ses ressources, pour un ramadhan serein et un meilleur approvisionnement du marché en produits de large consommation. Pour cela un plan a été établi pour y faire face, et le gouvernement a multiplié les décisions pour enrayer la flambée des prix et assurer la disponibilité des denrées alimentaires en quantités suffisantes.

P 3

LA PREMIÈRE SÉANCE DE
COTATION PRÉVUE MARDI
**L'introduction en bourse
du CPA validée**



Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) est officiellement introduit en Bourse. La première séance de cotation du titre CPA est prévue pour demain mardi à la Bourse d'Alger, en présence du ministre des Finances et du gouverneur de la Banque d'Algérie. «L'opération de l'introduction en Bourse du CPA est réussie à 100%», a affirmé le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de la Bourse (Cosob).

P 5

RAMASSAGE DES ORDURES
À ALGER

**Netcom renforce ces
capacités de nettoyage**

L'Etablissement de nettoyage et de collecte des ordures ménagères de la wilaya d'Alger (Netcom) s'emploie, dans le cadre d'un programme spécial Ramadhan, à renforcer les patrouilles, le nombre d'engins mobilisés, notamment au niveau des rues principales, des espaces publics et des chemins menant aux mosquées, en vue d'un environnement propre durant ce mois sacré.

P 3

TRANSPORT AÉRIEN ET MARITIME

**Des facilitations
pour les investisseurs** P 2

ELEVAGE DE POISSONS
EN CAGES FLOTTANTES

**Lancement de deux projets
à Skikda en 2024** P 5

GROUPE ALGÉRIE TÉLÉCOM

**L'Algerian Digital
Summit du 23 au 25 avril
prochain à Alger** P 2

LG ELECTRONICS

Le moniteur intelligent 4K MyView dévoilé

La nouvelle gamme de moniteurs intelligents "LG MyView" de LG Electronics est conçue pour la productivité et le divertissement, chaque moniteur est livré avec la célèbre plateforme webOS et offre une variété d'utilisateurs. fonctionnalités conviviales et options de connectivité. La marque LG MyView, qui fait ses débuts en 2024, communique l'expérience utilisateur personnalisée offerte par les moniteurs intelligents haut de gamme de l'entreprise. Les moniteurs intelligents LG MyView permettent aux utilisateurs de diffuser des films, des séries et des sports, d'écouter de la musique et de travailler à distance sans avoir à se connecter à un PC. Les nouveaux modèles 2024, dont le 32SR85U, lauréat du CES Innovation Award, sont équipés d'écrans LG IPS 4K qui offrent une qualité d'image impressionnante. Grâce à webOS, les derniers moniteurs intelligents de LG offrent une interface intuitive, une expérience utilisateur sur mesure et un monde d'applications parmi lesquelles choisir. Pour répondre à différents goûts, certains modèles LG MyView sont disponibles dans une variété de couleurs, notamment le blanc essence, le beige doux, le rose coton et le vert coton.

PORT DE DJEN DJEN

Le terminal à conteneurs réceptionné «avant fin 2025»

Le terminal à conteneurs en réalisation dans le port de Djen Djen, dans la wilaya de Jijel, sera réceptionné « avant la fin de l'année 2025 », a affirmé, hier, le président-directeur général de cette infrastructure portuaire, Abdeslam Bouab.

Par Sirine R

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que l'achèvement de travaux de réalisation du terminal, relancés en 2024 après avoir été suspendus en 2019 en raison de « certains problèmes » avec le partenaire Sud-coréen, « feront du port de Djen Djen un important pôle d'échanges de marchandises dans le bassin méditerranéen en mettant à disposition des postes à quai permettant l'amarrage de navires de grandes dimensions ». Dès le mois de juin, a ajouté M. Bouab, un quai de 320 mètres de long et de 14 mètres de profondeur sera réceptionné, permettant de recevoir, au titre d'une première phase, des navires de 6.000 conteneurs, en attendant l'achèvement, « d'ici à septembre 2025 », des 2ème et 3ème phases qui porteront la profondeur à 17 m, permettant ainsi au port de faire accoster des navires transportant jusqu'à 18.000 conteneurs. La réception de porte-conteneurs géants au port de Djen Djen permettra de réduire le coût du transport et de réduire d'environ 20 jours le délai de transit des marchandises en provenance

d'Europe et destinées à des pays africains, a encore indiqué le même responsable. Avec la réalisation de ce terminal, les responsables de l'entreprise portuaire de Djen-Djen ambitionnent d'augmenter significativement le volume d'échange de marchandises. « Le port de Djen Djen ambitionne de porter à 12 millions de tonnes le volume d'échange de marchandises qui était de 9,7 millions de tonnes en 2023», souligne-t-il. La nouvelle vocation de traitement des carriers, en plus les céréales, a boosté considérablement l'activité de port de Jijel. Ce qui explique le projet d'extension du port de Djen-Djen présenté par le ministre des Travaux publics, avec pour objectif d'augmenter les capacités du port et son intégration dans le réseau des grands ports méditerranéens. En effet, ce projet entre dans le cadre de la démarche des plus hautes autorités du pays qui vise le renforcement des capacités logistiques notamment dans le domaine maritime et portuaire et la création de grands ports de transbordements afin de permettre à l'Algérie de devenir la principale façade commerciale du Sud de la Méditerranée et le point d'entrée incontournable pour le marché africain. Le gou-

vernement, dans son plan d'action, travaille sur la concrétisation de la feuille de route tracée par le Président Abdelmadjid Tebboune visant à la diversification de l'économie nationale et de porter les exportations hors hydrocarbures à niveaux appréciables. D'ici 2029-2030, l'Algérie table sur l'exportation de 30 milliards de dollars/an de marchandises et produits hors hydrocarbures. Un objectif réalisable nécessitant une modernisation de la logistique. C'est dans ce contexte que s'inscrit cette extension du port de Djen-Djen. D'autres projets sont également prévus, à l'instar du Grand Port d'El Hamdania projeté dans la wilaya de Tipasa. À cela s'ajoutent, la réalisation d'un vaste réseau ferroviaire reliant le Nord au Sud. La finalité étant de relier les ports algériens aux marchés africains. En sus de la transsaharienne, la réalisation de ces nouveaux projets devrait permettre à l'Algérie de renforcer sa position stratégique dans la région et aller à la conquête des parts le marché africain, tout en tirant profit des opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

TRANSPORT AÉRIEN ET MARITIME

Des facilitations pour les investisseurs

Le ministre des Transports, Mohamed Habib Zahana, a présidé, avant-hier, une réunion en présence de cadres de l'administration centrale, d'un certain nombre d'opérateurs et d'investisseurs dans le domaine du transport aérien et maritime, ainsi que de représentants d'organismes de financement et d'experts dans le domaine. Selon un communiqué du ministère, la réunion a été consacrée

à l'écoute des préoccupations et à l'examen des moyens de surmonter les obstacles auxquels font face les investisseurs, notamment en simplifiant les procédures régissant ces deux activités, conformément à la stratégie développée par le ministère pour encourager l'investissement privé dans le transport maritime et aérien dans la perspective de créer une dynamique dans ces deux secteurs vitaux,

qualifiés de piliers du développement économique durable. Dans ce contexte, le ministre a insisté sur la nécessité d'accompagner les opérateurs et d'œuvrer en coordination permanente avec eux afin de répondre à leurs préoccupations. A cet effet, un certain nombre de mesures ont été prises. Il s'agit de renforcer le dialogue entre les organismes de financement pour accompagner les

investisseurs et faciliter les mécanismes et procédures de financement visant à lever les obstacles à l'investissement. En outre, le ministre a mis en avant la nécessité de mettre à la disposition des organismes de financement tous les textes réglementaires et législatifs en vigueur dans le domaine de l'activité maritime et aérienne ainsi que d'intensifier les rencontres entre toutes les parties pre-

nantes pour surmonter tous les obstacles et les problèmes soulevés, afin de soutenir et d'encourager l'investissement dans ces deux secteurs névralgiques. Ce qui, selon le communiqué du ministère, ouvrira de nouvelles perspectives économiques qui contribueront à la création de valeur ajoutée dans le secteur du transport et dans divers autres secteurs.

R.E.

GROUPE ALGÉRIE TÉLÉCOM

L'Algerian Digital Summit du 23 au 25 avril prochain à Alger

L'Algerian Digital Summit, fruit de la convergence du Digital African Summit et d'ICT Maghreb, et qui intègre désormais l'événement ALVTIC du Groupe Télécom Algérie (GTA), se tiendra du 23 au 25 avril à Alger. "Après la fusion réussie du Digital African Summit et du ICT Maghreb, l'Algerian Digital Summit prend forme, intégrant également l'événement ALVTIC organisé par

le Groupe Télécom Algérie", indique le Groupe Algérie Télécom, précisant que cet événement technologique "promet d'être une plateforme intégrée et dynamique pour catalyser l'innovation et la collaboration au service de l'avancement numérique du continent africain". L'Algerian Digital Summit se veut, selon ses organisateurs, "une vitrine complète et intégrée, offrant une expérience unique

aux acteurs du secteur des TIC et des télécommunications". La contribution d'ALVTIC apporte "une lumière particulière sur les avancées les plus récentes dans le domaine des télécommunications, offrant un aperçu exhaustif des développements technologiques en Afrique". L'évènement, qui se tiendra au palais de la culture Moufdi Zakaria, rassemblera notamment les professionnels

des télécommunications, les startups et entrepreneurs, les investisseurs et capital-risques ainsi que les académiques et chercheurs. La manifestation verra également l'organisation de conférences et ateliers, animés par des experts en technologie sur des thèmes couvrant les dernières tendances en TIC, l'innovation, l'entrepreneuriat et le financement de projets.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PLAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ DURANT LE RAMADAN

Le satisfecit du ministère du Commerce

Si le ramadhan est souvent synonyme de tensions sur les produits et surtout de hausse, le ministère du Commerce pour cette année a mobilisé toutes ses ressources, pour un ramadhan serein et un meilleur approvisionnement du marché en produits de large consommation. Pour cela un plan a été établi pour y faire face, et le gouvernement a multiplié les décisions pour enrayer la flambée des prix et assurer la disponibilité des denrées alimentaires en quantités suffisantes.

Par Réda Hadi

Pour ce mois, l'exécutif a, en effet, mis en place un dispositif spécial ramadan pour contrôler la hausse des prix et pour concrétiser les mesures retenues dans son plan d'action d'approvisionnement du marché national en produits de base. Pour ces 15 premiers jours, le plan donne ses fruits, et les remontées du terrain sont positives à la grande satisfaction des pouvoirs publics. D'ailleurs en ce sens, le directeur de la régulation et de l'organisation des activités au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Ahmed Mokrani, annonce le succès du plan d'approvisionnement en produits de consommation pour la première moitié du Ramadan. Celui-ci a aussi précisé que l'adoption d'un système numérique précis par le ministère du Commerce a permis cette surveillance approfondie du produit du producteur au consommateur. De plus, selon le directeur de la régulation des activités, les deux premières semaines du Ramadan ont été très positives. Aucune pénurie n'a été enregistrée grâce à une préparation intensive depuis octobre 2023, notamment en augmentant la production d'huile, de sucre, de farine et de semoule, ainsi qu'en assurant des stocks importants. Il faut préciser qu'en ce sens la capacité de production des moulins a été augmentée de 20%, passant de 40% à 60% pendant le Ramadan, avec un suivi numérique de la chaîne d'approvisionnement du lait et d'autres produits essentiels pour éviter les fluctuations sur le marché. Pour ce responsable, la nouvelle approche numérique permet de suivre la chaîne d'ap-

provisionnement des produits dans les régions du sud, compensant les coûts de transport et maintenant les mêmes prix qu'au nord pour 28 produits, tout en surveillant le commerce frontalier avec le Mali et le Niger.

Réduction des prix dans les marchés locaux

En outre, il rappelle aussi que plus de 500 marchés ont été ouverts avec des réductions de prix sans précédent, supervisées par le ministère du Commerce, garantissant l'approvisionnement à des prix abordables dans plusieurs régions. De plus, un programme d'importation de viande de volaille et des mesures incitatives ont été mises en place pour réduire les prix et assurer l'approvisionnement pendant et après le Ramadan. Aussi, les prix de la viande ont été maintenus à des niveaux raisonnables, rendant la viande de bœuf à 1200 DA/kg et les ovins à 1850 DA/kg, comparativement aux prix précédents qui dépassaient les 3000 DA/kg pour la viande ovine. Dans cette lignée de mesures, ce responsable a aussi précisé que le plan de permanence pour l'Aïd el-Fitr est prêt, avec une durée de trois jours cette année pour la première fois, étendue aux week-ends. Ce plan est élaboré avec précision pour garantir aucun manque ou fluctuation dans l'approvisionnement des citoyens. Si les citoyens sont passés d'un sentiment sceptique et mitigé, à celui de satisfaction, c'est selon des économistes, que c'est la première fois qu'un plan aussi ambitieux semble avoir été bien pensé et surtout bien exécuté. Aussi et pour confirmer cette bonne nouvelle, des spécialistes soulignent que la mise en

place de ces mesures a été entamée, en coordination avec les secteurs concernés pour assurer de bonnes conditions durant le mois sacré. Pour ce faire, des stocks de produits agricoles de large consommation ont été constitués, dans le cadre du système de régulation, notamment la pomme de terre destinée à la consommation, l'oignon et l'ail séchés, ainsi que l'élaboration d'un programme de déstockage durant la période de soudure qui coïncidera cette année avec le mois sacré. Parallèlement, un système de suivi et de contrôle du déstockage des produits agricoles a été lancé, dédié aux opérateurs privés en dehors du système de régulation, en vue d'encadrer ces opérations. De plus soulignent ces économistes, les pouvoirs publics ont bien œuvré pour l'intensification des efforts de lutte contre toutes formes de spéculation, notamment au niveau des stocks et des chambres froides non-déclarés. Globalement, ils assurent que la réussite des pouvoirs publics dans le traitement des dysfonctionnements du marché et l'éradication des perturbations dans la distribution des produits agro-alimentaires dans les différentes parties du pays, est due à collaboration de tous les intervenants des différents secteurs et des organismes publics et privés, dont les associations de protection du consommateur. Il faut dire qu'avant même les préparatifs pour le mois de ramadan, l'exécutif a mis en place un budget exceptionnel dans la loi de finances 2024 pour renforcer le pouvoir d'achat des Algériens. C'est le plus important budget dans l'histoire du pays, sachant qu'une grande partie sera consacrée à l'amélioration du pouvoir d'achat.

ONILEV Déstockage d'importantes quantités de pomme de terre

L'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (Onilev) a entamé, hier, le déstockage d'importantes quantités de pomme de terre à travers plusieurs wilayas du pays en vue de faire baisser les prix qui commencent à grimper sur le marché national. «En application des directives du ministère de l'Agriculture et du Développement rural et après avoir constaté un début de hausse des prix sur le marché, nous avons agi immédiatement en intimant l'ordre d'injecter d'importante quantités pour stabiliser l'approvisionnement du marché et par voie de conséquence rétablir l'équilibre des prix», a déclaré, hier, le directeur général de l'ONILEV, Kamel Bendif. Et de préciser que l'opération qui s'inscrit dans le cadre du Système de régulation des produits agricoles de large consommation se poursuivra jusqu'à ce que les prix baissent à nouveau. Il a expliqué que le déstockage est destiné à soutenir les prix durant la période dite de soudure. Le prix du tubercule a atteint, hier, 100 DA dans certains marchés de détail.

RAMASSAGE DES ORDURES À ALGER

Netcom renforce ces capacités de nettoyage

L'Etablissement de nettoyage et de collecte des ordures ménagères de la wilaya d'Alger (Netcom) s'emploie, dans le cadre d'un programme spécial Ramadhan, à renforcer les patrouilles, le nombre d'engins mobilisés, notamment au niveau des rues principales, des espaces publics et des chemins menant aux mosquées, en vue d'un environnement propre durant ce mois sacré. Le chef du département technique et de l'environnement à Netcom, M. Grissi Boualem, a indiqué que l'entreprise avait «multiplié» ses efforts durant le mois de Ramadhan au niveau des 26 communes relevant de son territoire de compétence. S'agissant du matériel mobilisé, l'entreprise Netcom a augmenté le nombre de camions de collecte des ordures ménagères de «240 à près de 300 camions,

ainsi que l'utilisation de 28 camions de nettoyages parcourant toutes les rues pour nettoyer les routes, les esplanades des mosquées et les espaces publics qui connaissent une grande affluence des citoyens, à l'instar de Riadh El Feth et la Promenade des Sablettes». «20 balayeuses mécaniques ont été réparties sur les grandes rues, en plus de 15 balayeuses électriques pour les espaces publics, outre une équipe spéciale mobilisée pour les routes menant à Djamaâ El Djazaïr», a ajouté le même responsable. Concernant les bacs à ordures, «800 nouveaux bacs ont été placés dans les rues, notamment devant les mosquées, les marchés de proximité et les tables d'El Iftar, outre 800 corbeilles de rue et des poubelles de tri sélectif (plastique) déposées au niveau des endroits enre-

gistrant une forte affluence. Dans le cadre de ce programme, l'entreprise a fixé des «horaires spéciaux» pour la collecte des déchets, allant de 21h jusqu'à 4h, puis de 7h à 16h, outre l'organisation de «sorties spéciales pour couvrir les autres plages horaires». Concernant les agents chargés des opérations de balayage, le chef du département technique à l'entreprise a indiqué que «ces agents commencent leur travail à 7h, et qu'ils sont dotés de moyens de balayage mécanique et électrique», ajoutant que Netcom a également «chargé d'autres agents des périmètres des mosquées et des marchés afin d'assurer leur propreté et de trier les déchets pour faciliter la tâche des camions». A cette occasion, Grissi a appelé les citoyens au «respect des horaires de dépôt des déchets, aussi bien

pour les citoyens que pour les commerçants, vu l'impact des dépassements sur l'effort et le matériel, mettant l'accent sur l'importance du tri des déchets, notamment pour les commerçants. Il a insisté, à ce propos, sur la «séparation des restes de viande des déchets ménagers, et d'éviter de s'en débarrasser de manière anarchique, notamment dans les marchés». Par ailleurs, l'Etablissement de nettoyage, de collecte et de transport des déchets ménagers de la wilaya d'Alger (Extranet) a renforcé ses activités par des campagnes de sensibilisation au niveau des marchés et des espaces publics tout en se déplaçant aux domiciles pour sensibiliser les citoyens, notamment au respect des horaires de dépôt des déchets et leur tri.

R E.

7ÈME ÉDITION DU
TEXTSTYLE EXPO
Plus de 200
exposants
attendus juin
prochain à Alger

Le Salon International du Textile, Habillement, Cuir et Equipement se tiendra cette année du 10 au 12 juin prochain au Centre des expositions des pins maritimes Safex d’Alger, indique l’organisateur de l’événement (CGCOM EVENT) dans un communiqué. Cette 7 ème édition verra la participation de plus de 200 exposants de différents pays ; dont l’Algérie, la Chine, la Turquie, l’Egypte, la Tunisie, l’Inde, l’Italie et autres.... Cet événement économique est le point de rencontre entre les professionnels et les acteurs nationaux et internationaux de toutes les filiales et les métiers du secteur du textile et du cuir (de la matière première et semi finis, machines, équipements, design, Process et services jusqu’au prêt à porter, chaussures, maroquineries, linge de maison et accessoires...).

AFFAIRES
RELIGIEUSES
La Zakat El-Fitr
fixé à 150 DA

La Zakat El-Fitr a été fixée cette année à 150 DA par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs. Le ministère a dans son communiqué rendu public, appelé à sortir Zakat El-Fitr à partir du 15e jour de Ramadhan, précisant que son montant est fixé cette année à 150 DA, soit un « Saâ » (une mesure de 2kg) de la subsistance des Algériens. Le ministère a chargé les imams des mosquées de procéder, en collaboration avec les comités du fonds de la Zakat des mosquées à travers l’ensemble du territoire national, à la collecte de Zakat El-Fitr à compter du 15e jour du mois de Ramadhan en vue de sa redistribution aux nécessiteux, un ou deux jours avant Aïd El-Fitr. « Zakat El-Fitr est obligatoire pour tout musulman, aussi bien nanti que pauvre, disposant d’un surplus de subsistance journalière qu’il doit sortir pour lui-même et pour les personnes à sa charge », a rappelé le ministère.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH ELAURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

COOPÉRATION

Boughali s’entretient à
Genève avec son homologue
azerbaïdjanaise



Le président de l’Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, s’est entretenu samedi à Genève avec son homologue azerbaïdjanaise, Sahiba Gafarova, présidente de l’Assemblée nationale d’Azerbaïdjan et présidente du Réseau parlementaire du Mouvement des non-alignés (MNA), a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement. La rencontre, qui s’est déroulée en marge de la 148e Assemblée générale (AG) de l’Union interparlementaire (UIP), a été l’occasion pour les deux parties "d’évoquer les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans tous les domaines, notam-

ment au niveau parlementaire". Après avoir félicité son homologue azerbaïdjanaise pour le succès de la présidentielle dans son pays, M. Boughali a évoqué "la solidité des relations et la poursuite du dialogue entre les deux pays", rappelant sa récente rencontre avec l’envoyé spécial du président de la République d’Azerbaïdjan, au cours de laquelle les deux parties ont eu l’occasion d’aborder plusieurs questions d’intérêt commun. A cette occasion, le président de l’APN a évoqué la visite qu’effectuera le groupe parlementaire d’amitié "Algérie-Azerbaïdjan" à Bakou, le mois prochain, passant en revue les résultats positifs at-

tendus de cette visite, qui devraient renforcer le niveau de coopération entre les deux institutions parlementaires. De son côté, Mme Gafarova a appelé à soutenir les efforts des groupes d’amitié dans leur travail visant à consolider la coopération, notamment dans les domaines de l’enseignement, de la culture et de l’éducation, selon la même source. Concernant le réseau parlementaire du MNA, M. Boughali a "réaffirmé le soutien constant de l’Algérie à ce réseau, en particulier dans le contexte de la polarisation extrême marquant actuellement les relations internationales".

OUARGLA

7 blessés dans un accident de la route près
de Hassi Messaoud

Sept (7) personnes ont été blessées à différents degrés de gravité dans un accident de la circulation survenu sur la route nationale (RN-3) près de la ville de Hassi Messaoud (80 km au sud-est d’Ouargla), ont rapporté dimanche les services de la protection civile d’Ouargla. L’accident, s’est produit samedi soir au niveau du point kilométrique (PK-651), lorsque un bus de transport de voyageurs assurant la ligne Sétif/Hassi Messaoud, a percuté une dune de sable, provoquant le dérapage puis son renversement sur le même axe routier, a-t-on précisé. Les blessés, âgés entre 30 et 68 ans, ont été évacués vers l’établissement public hospitalier (EPH) « Moudjahid Hocine

Ait Ahmed » de Hassi Messaoud par les agents de l’unité secondaire de la protection civile, appuyés par des agents du poste

avancé de la protection civile de la commune d’El-Hadjira, (wilaya de Tougourt), selon la même source. Une enquête a été ou-

verte par les services de sécurité compétents pour déterminer les circonstances exactes de l’accident.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS				وزارة الفلاحة والتنمية الريفية MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL			
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 24 مارس 2024 الموافق لـ 14 رمضان 1445 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 mars 2024 (le 14 ramadan 1445)							
Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة دج / كغ					
Produits		معدل	أعلى	التي	المنتجات		
		Moyenne	Maximum	Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	70	79	62	البطاطا	غضار طازجة	
	Tomate	101	114	89	الطماطم		
	Oignon sec	81	87	74	البصل الجاف		
	Ail sec	511	582	439	الثوم الجاف		
	Carotte	70	78	61	الجزر		
	Navet	72	80	63	لفت		
	Chou-fleur	83	93	74	قرنبيط		
	Choux	62	70	54	كرنب		
	Courgette	66	74	57	الكوسة		
	Haricot vert	386	412	359	الفاصولياء الخضراء		
Fruits frais	Laitue	109	123	95	الخس	فواكه طازجة	
	Pomme locale	433	548	317	الفاكه المحلي		
	Datte	582	724	440	التمر		
	Orange	136	165	107	البرتقال		
	Citron	148	168	127	الليمون		
Produits d’origine animale	Banane	376	388	364	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Vlande bovine locale	1682	1820	1543	لحم البقر المحلي		
	Poulet de chair	495	508	482	الدجاج		
	Œufs (Unité)	19	21	18	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)		

LA PREMIÈRE SÉANCE DE COTATION PRÉVUE MARDI

L'introduction en bourse du CPA validée

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) est officiellement introduit en Bourse. La première séance de cotation du titre CPA est prévue pour demain mardi à la Bourse d'Alger, en présence du ministre des Finances et du gouverneur de la Banque d'Algérie. «L'opération de l'introduction en Bourse du CPA est réussie à 100%», a affirmé le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de la Bourse (Cosob).

Par Slimane T

Youcef Bouzenada a indiqué, lors d'une conférence de presse animée au siège de la Cosob pour annoncer officiellement l'ouverture du capital du CPA, que les résultats de l'opération de souscription qui s'est étalée du 30 janvier au 14 mars ont été validés jeudi dernier, soulignant que cette dernière est réalisée à hauteur de plus de 80%. Il a fait savoir que concernant les actions restantes, elles peuvent être vendues via la Bourse. «Toute personne physique ou morale qui n'a pas bénéficié de la première phase sur le marché primaire peut acheter directement des titres sur le marché secondaire via le prix du marché», a-t-il expliqué. Selon lui, cette réalisation marque «le début de la relance du marché financier» et constitue «une phase historique» dans la réforme de la sphère financière. Le président de la Cosob a rappelé que celle-ci s'inscrit dans le cadre des engagements, notamment le 23e, du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a insisté sur l'entrée en Bourse de deux à trois banques. Le coup de starter est donc donné en attendant le lancement du processus concernant la BDL, la deuxième en liste, prévu avant la fin de l'année en cours, selon Bouzenada. L'intervenant a présenté également un bilan détaillé sur les résultats des souscriptions aux actions du la banque le Crédit Populaire d'Algérie (CPA). Il a

fait savoir que le montant levé correspond à 112.570.944.200 dinars algériens, soit près de 112 milliards DZD correspondant à 48.958.634 actions achetées par tous types de souscripteurs. Ce nombre d'actions, correspondant à 81,60 % du total de 60 millions d'actions mises en vente par la banque publique, a été acquis par les souscripteurs au niveau de l'ensemble des 58 wilayas du territoire national à travers 49.005 ordres d'achat du 30 janvier au 14 mars derniers. Par segments, le segment des personnes physiques a affiché un résultat de 33,38 actions attribuées pour un montant levé de 76,78 milliards DA (68,21 %). Le segment des salariés du CPA a bénéficié de 169.570 actions attribuées pour un montant de 356 millions DA alors que le segment «institutionnels» a permis d'octroyer 3,8 millions d'actions pour 8,74 milliards DA, tandis que le segment "personnes morales" a levé 26,68 milliards DA répartis sur 11,6 millions d'actions. Concernant la répartition par wilayas, Alger est de loin en première position avec 17,8 millions d'actions, soit 36,37 % du total octroyé. Les wilayas de Sétif et d'Oran complètent le podium avec respectivement 7,8 % et 6,06 % du total des actions achetées. Le président de la COSOB a également énoncé les moyennes des souscriptions par ordre. Elle se situe à 2,3 millions DA/ordre pour l'ensemble des souscripteurs, de

1,7 millions DA pour les personnes physiques et de 25,2 millions DA pour les personnes morales. Les souscriptions ont été réalisées à hauteur de 62% au niveau des intermédiaires en opérations de bourse (IOB) du CPA et à 38 % au niveau d'autres IOB de la place financière. S'agissant de la répartition géographique, les 11 premières wilayas par importance de souscription ont acquis 76 % de l'ensemble des souscriptions, soit 37,36 millions d'actions. La capitale, Alger, représente 48 % de ce total, suivie des wilayas de Sétif (10%) et Oran (8%). En outre, M. Bouzenada a indiqué que cette opération a enregistré l'émission de 44.708 ordres donnés par les personnes physiques, 3.209 ordres donnés par les salariés du CPA, 33 ordres donnés par des institutionnels et 1.055 ordres donnés par des personnes morales. Pour rappel, cette opération entre dans le cadre de l'ouverture du capital du CPA d'un montant de 137,94 millions de dinars, ayant fait l'objet d'une notice d'information visée par la COSOB. A noter que le titre CPA a réuni les conditions d'amission à la cote officielle, prévues par le règlement COSOB n 23-04 portant règlement général de la bourse des valeurs mobilières. Le titre CPA est introduit au compartiment principal du marché de titres de capital par la procédure d'offre à prix fixe. Le début des négociations sur le titre CPA débutera mardi prochain.

TUBERCULOSE

L'importance du diagnostic précoce soulignée

L'importance du diagnostic précoce dans la lutte contre la tuberculose a été soulignée, dimanche à Alger, par le Professeur en pneumologie, Ahmed Kadi, qui a mis en avant son rôle susceptible de contribuer à rompre la chaîne de contamination. « Si la tuberculose n'est pas une maladie évitable, la lutte contre sa propagation soulève le défi de rompre la chaîne de contamination, à travers un diagnostic précoce », a déclaré le Pr Kadi, en marge d'une rencontre de célébration de la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose, organisée par la Société algérienne de Pneumologie (SAP), en collaboration avec le « CHU Issad Hassani » de Beni-Messous. Rappelant que cette pathologie « infectieuse, bactérienne et de contamination inter-humaine », Pr Kadi a insisté sur la « sensibilisation des malades pour se faire diagnostiquer dès l'apparition des symptômes, afin d'éviter la transmission de la bactérie à leurs proches et entourage ». Il a précisé que la prise en charge des cas de tuberculose se fait au niveau des structures de proximité (polycliniques) et que les médicaments y sont gratuitement administrés aux malades, ajoutant que sur les six mois que dure le traitement antituberculeux, « il est recommandé aux patients de respecter les consignes empêchant de contaminer le reste de la famille durant le premier mois ». Il a rappelé à cet égard, « l'obligation d'isolement, du port de la bavette, de l'usage personnalisé du savon, serviette, etc. », assurant que cette pathologie est « guérissable et que les formes sévères et résistantes sont évitables, pour peu que la prise du traitement soit scrupuleusement respectée ». Dans le même contexte, Pr Kadi a évoqué les retombées sociales et économiques de la tuberculose, dans la mesure où les personnes atteintes « peuvent être amenées à s'absenter du travail durant de longs mois ».

R E.

ELEVAGE DE POISSONS EN CAGES FLOTTANTES

Lancement de deux projets à Skikda en 2024

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture a récemment connu, dans la wilaya de Skikda, un développement remarquable, tant en termes de pêche marine que d'aquaculture, a indiqué à l'APS le directeur local du secteur, Naim Belakri. Un essor dû, entre autres, à la possibilité offerte aux opérateurs d'investir dans le domaine de l'aquaculture en cages flottantes tout le long du littoral de la wilaya, a précisé le même responsable, avant d'annoncer, à ce propos, que deux projets liés à l'aquaculture en cages flottantes seront lancés en 2024. Il s'agit, selon M. Belakri, de deux fermes aquacoles pour l'élevage, en cages flottantes, de la dorade royale et du loup de mer. La première exploitation, située à Collo (ouest de Skikda),

comprend 24 cages pour une capacité de production de 2.200 tonnes/an ce qui en fera la 2ème en Algérie en termes de capacité de production. Quant à la deuxième ferme aquacole, elle sera réalisée dans la zone d'El Marsa (Est de Skikda) et aura une capacité de production de 450 tonnes/an. Ces deux fermes s'ajouteront à l'exploitation aquacole d'une capacité de 800 tonnes/an entrée en production en 2023 et qui a pu commercialiser, la même année, 300 tonnes de dorade royale. Dans le domaine de l'investissement dans l'aquaculture, M. Belakri a déclaré que des actes de concession ont été attribués à des opérateurs spécialisés en vue de la réalisation de deux fermes mytilicoles (élevage de moules) à Collo,

d'une capacité de production totale de 80 tonnes/an, en plus d'un « accord de principe » pour deux études de faisabilité d'une éclosierie de dorade royale (60 millions d'unités/an) qui couvrira, à terme, les besoins nationaux, et d'un projet de ferme d'élevage de crevettes marines (pénéiculture), équipée d'une éclosierie, d'une capacité de production de 160 tonnes/an.

Bond qualitatif de la production halieutique à Skikda

M. Belakri a souligné que le secteur de la pêche et de l'aquaculture a connu au cours des années 2022 et 2023, dans la wilaya de Skikda, un bond qualitatif qui s'est traduit par une augmentation substantielle de la production qui est

passée de 5.148 tonnes, en 2021, à 10.646 tonnes en 2022, soit une augmentation de 106 %, puis à 11.227 tonnes, en 2023, soit une augmentation de 5,45 %, ce qui place la wilaya au deuxième rang national en termes de production halieutique, après la wilaya de Tlemcen. Le même responsable a fait savoir que le poisson bleu représentait « la part du lion » de la production totale de la wilaya (9.749 tonnes produites en 2023, soit 86,83 %), suivi du poisson blanc avec une production de 1.147 tonnes, soit 10,22 %, puis des crustacés (291 tonnes et 2,59 %) et, enfin, des mollusques avec une production de 39 tonnes, soit 0,35 %.

R E.

NAÂMA

Plus de 5300 habitations dans le cadre de l'auto construction en cours de réalisation

Les travaux de réalisation de plus de 5300 habitations d'auto construction sont en cours dans la wilaya de Naama , a-t-on appris, auprès de la direction de wilaya de l'habitat. L'opération de construction de ces habitations intervient après l'achèvement des travaux d'aménagement de terrassement, d'ouverture des voies, de raccordement aux réseaux de la voirie au niveau des assiettes foncières destinées à cette formule d'habitat très prisée par les citoyens, a souligné le directeur de l'habitat, AbdelhalimMilat.

La wilaya de Naama a bénéficié d'un quota global de 12 636 terrains destinés à l'auto construction à travers 45 lotissements sociaux et jusqu'à la mi mars en cours, des arrêtés de 6000 aides financières ont été remis aux citoyens concernés avec le lancement des chantiers de travaux de plus de 5300 habitations après avoir bénéficié d'actes et de permis de construire. Les travaux d'aménagement et de raccordement aux différents réseaux se poursuivent à travers des assiettes foncières à bâtir (plus de 7300 terrains de 200 mètres carrés chacun). L'achèvement de ces travaux est prévue avant la fin de l'année en cours, avant le lancement total des travaux de réalisation des habitations individuelles des lotissements sociaux à travers différentes communes de la wilaya, a-t-on fait savoir. Par ailleurs, le programme d'habitat en cours de réalisation au niveau de la wilaya de Naama comporte aussi 1500 logements publics locatifs qui s'ajoutent à 600 unités du même programme réservées cette année pour la wilaya et qui sont en voie de lancement. Le choix des terrains du nouveau programme de location-vente AADL3 a été en outre lancé, a ajouté M. Milat.

ORAN

Un programme de plus de 7 000 nouveaux logements Aadl

La wilaya d'Oran a bénéficié d'un nouveau programme d'habitat pour la réalisation de plus de 7.000 logements relevant de la formule location-vente (AADL), a-t-on appris du directeur de wilaya du Logement, Yacine Khoukhi.

M. Khoukhi a précisé à l'APS que les préparatifs sont actuellement en cours, en collaboration avec la direction de l'Urbanisme et de la Construction, pour le choix des assiettes foncières devant accueillir ce programme d'habitat affecté à la wilaya d'Oran au titre de l'année 2024. Il a indiqué dans ce contexte, que ce nouveau quota de logement sera implanté au niveau du pôle urbain « Ahmed Zabana » de Misserghine, à l'instar de l'ancien programme relevant de la même formule (location-vente), piloté rappelle-t-on, par l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL).

M. Khoukhi a fait observer que, sous la su-

pervision de la wilaya d'Oran et du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, des démarches sont entreprises pour la tenue de réunion de coordination avec les responsables de la direction régionale de l'AADL en vue de l'entame effective des travaux de réalisation de ce programme d'habitat. Le même responsable a fait savoir, par ailleurs, que les travaux pour la réalisation de 3.000 logements de la formule location-vente lancés dans le cadre du programme AADL 2, sont actuellement en cours au niveau du même pôle urbain pour la réalisation de 3.000 unités, indiquant dans ce contexte que le nombre total de logements location-vente (AADL 1 et 2) est estimé à

plus de 36.000 unités. Le directeur local du Logement a fait part de l'entame des procédures et des démarches, au niveau des communes, pour le choix d'assiettes foncières devant accueillir les programmes du logement public locatif (LPL) affectés à la wilaya d'Oran au titre de l'année 2024. Il a précisé dans ce contexte qu'une assiette foncière localisée dans la commune de Hassi Ben Okba a été retenue de même qu'une autre s'étendant sur plus de 7 hectares près de la localité de Belgaid. Pour rappel, plus de 8.000 logements, toutes formules confondues, ont été distribuées à travers plusieurs communes de la wilaya d'Oran en 2023.

BÉCHAR

Une surface de 3.000 hectares consacrée à la réalisation du complexe sidérurgique

Une surface de 3.000 hectares a été consacrée à la réalisation du complexe sidérurgique dans la nouvelle zone industrielle Toumiat (Nord de Bechar), a-t-on appris des services de la wilaya. «Une assiette foncière extensible de 3.000 hectares a été consacrée à la réalisation du futur complexe sidérurgique au niveau de la nouvelle zone industrielle Toumiat», a affirmé le chef de l'exécutif de wilaya, Mohamed Saïd Benkamou, en marge d'une récente visite de terrain au site du projet, en compagnie du Pré-

sident-directeur général du groupe Manadjim El-Djazaïr (Manal) et des représentants de la partie chinoise chargée de la réalisation. Et d'ajouter que des opérations de raccordement du site aux réseaux divers (électricité, gaz et eau) sont en cours de réalisation ou en voie de lancement. De son côté, le Président-directeur général du groupe Manadjim El-Djazaïr (Manal), Mohamed SakhrHarami, a révélé que les travaux de réalisation de ce complexe destiné à la valorisation du gisement de minerai de

fer de Gara Djebilet (Tindouf), seront entamés dans "les prochains jours". Ce complexe sidérurgique, permettra dans une première phase la transformation deux (2) millions de tonnes de minerai de fer en un million de tonnes de concentré de fer, tandis que dans sa deuxième phase, il aura une capacité de transformation de 20 millions de tonnes de minerai de fer en 10 millions de concentré de fer, a-t-il expliqué. «Nous avons passé en revue en compagnie de la partie chinoise et les autorités locales de la wi-

laya, l'ensemble des préparatifs pour l'entame des travaux de construction de cette nouvelle réalisation industriel dont a bénéficie la wilaya, a souligné le même responsable. En marge des travaux de réalisation de ce projet industriel, il est prévu le lancement des formations des différents personnels, à savoir les cadres gestionnaires, techniciens et agents, dans le but de leur préparation à la prise en charge de ce complexe industriel dans sa phase d'exploitation, a-t-on indiqué.

BORDJ BADJI MOKHTAR

Hâter le rythme du chantier de la RN-6 reliant Timiaouine

Les autorités locales de la wilaya de Bordj Badji Mokhtar ont donné des instructions « fermes » pour accélérer la cadence des travaux des chantiers de modernisation et réhabilitation de la route nationale N-6 (RN 6) pour le désenclavement de la commune frontalière de Timiaouine, située à 150 Km au sud du chef lieu de la wilaya, a-t-on appris

samedi auprès des services de cette wilaya. Ce projet, dont la réalisation est confiée à cinq entreprises nationales des travaux publics, est à actuellement à un stade d'avancement de 25% seulement, ce qui a poussé les autorités locales à réagir et donner des instructions pour rattraper les retards et accélérer le rythme des travaux de cet axe névral-

gique pour la région, a-t-on ajouté de même source. Le wali de Bordj Badji Mokhtar, Abderrahmane Dehimi, a instruit, lors de sa récente tournée dans la région pour inspecter ce projet, les responsables du projet d'intensifier et de redoubler d'efforts pour la réalisation des lots de ce projet, qui va participer au désenclavement de la région de Timiaouine.

EL TARF

150 millions de DA pour soutenir le développement dans la commune de Chihani

Une dotation financière de 150 millions de DA a été allouée, dans la wilaya d'El Tarf, à la réalisation de plusieurs projets de développement dans la commune de Chihani (60 km au sud-ouest de la wilaya), a indiqué, samedi, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Alaeddine Brinis. Dans une déclaration à l'APS, M. Bri-

nis a précisé que la commune de Chihani a bénéficié, au titre des plans communaux de développement (PCD) de l'exercice 2024, d'une enveloppe financière de 150 millions de dinars pour le financement de plusieurs projets relevant des secteurs des Ressources en eau et de l'Energie. Il a ajouté que les projets en question, à lancer « prochainement », ont trait à

des actions de raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et de renouvellement de plusieurs portions du réseau d'assainissement, de construction de réservoirs d'eau potable, et de renouvellement de l'éclairage public dans plusieurs cités et quartiers de la commune, en l'occurrence l'entrée nord du chef-lieu de la commune, la gare du 8-Novembre et les cités

Ech-Chabab, El Fernana et Ketmi Saïd. Ces opérations, à réceptionner au 4ème trimestre de l'année en cours, permettront d'améliorer les conditions de vie des citoyens de la commune, notamment en matière de service public, de préservation de l'environnement et de santé publique.

SELON LE RAPPORTEUR SPÉCIAL DE L'ONU SUR LE DROIT À L'ALIMENTATION

Israël commet un génocide à Gaza

« Il s'agit désormais d'une situation de génocide », a déclaré le principal expert des Nations unies en matière de droits humains.



Sharon Zhang (*)

Dans une déclaration particulièrement franche de la part d'une personnalité affiliée aux Nations unies, le principal expert des Nations unies en matière de droits alimentaires a déclaré que le massacre des Palestiniens par Israël constituait un génocide, les autorités israéliennes ayant délibérément affamé l'ensemble de la population de Gaza. Dans une interview accordée au Guardian et publiée mardi, Michael Fakhri, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation et professeur de droit à l'université de l'Oregon, a déclaré que la campagne de famine menée par Israël est « clairement un crime de guerre » dont l'État d'Israël dans son intégralité est complice. « Il n'y a aucune raison de bloquer intentionnellement le passage de l'aide humanitaire ou de détruire intentionnellement des bateaux de pêche artisanale, des serres et des vergers à Gaza, si ce n'est pour empêcher les gens d'avoir accès à la nourriture », a déclaré Fakhri. « Priver intentionnellement des gens de nourriture est clairement un crime de guerre », a poursuivi Fakhri. « Israël a annoncé son intention de détruire le peuple palestinien, en tout ou en partie, simplement parce qu'il est palestinien. En tant qu'expert des Nations unies en matière de droits de l'homme, je considère qu'il s'agit désormais d'une situation de génocide. Cela signifie que l'État d'Israël dans son ensemble est coupable et doit être tenu pour responsable – et pas seulement des individus ou tel ou

tel gouvernement. » En effet, les forces israéliennes ont systématiquement détruit les terres agricoles de Gaza, attaqué les bateaux de pêche, et surtout, renforcé leur blocus meurtrier de l'aide humanitaire. Selon les organisations humanitaires, aucune nourriture n'est entrée dans la partie nord de Gaza, où les gens mouraient déjà de faim, depuis la fin du mois de janvier. Le gouvernement de Gaza a récemment averti que 700 000 personnes dans le nord de la bande de Gaza étaient sur le point de mourir de faim. En janvier, le taux de « dépérissement », ou état de malnutrition aiguë et dangereuse chez les enfants, avait déjà augmenté de manière significative dans la région par rapport à la période précédant l'assaut actuel. Seize pour cent des enfants de moins de cinq ans dans le nord de la bande de Gaza souffrent de malnutrition aiguë, et 5 % dans la ville méridionale de Rafah, contre 0,8 % dans l'ensemble de la région avant le mois d'octobre de l'année dernière. Des enquêtes menées en janvier et en décembre sous l'égide des Nations unies ont révélé que 90 % des enfants de moins de deux ans sont confrontés à de graves pénuries alimentaires, tandis que 90 % des enfants de moins de cinq ans sont également touchés par une ou plusieurs maladies infectieuses. La campagne de famine menée par Israël a conduit à des conditions abominables. Des rapports et des images récentes ont montré un petit garçon de deux mois mourant de faim, le lait maternisé étant introuvable à Gaza et les mères n'étant plus assez bien nourries pour allaiter. Human Rights Watch a déclaré que le

blocus est une violation des réglementations de la Cour internationale de justice (CIJ) qui, dans sa décision initiale sur le génocide, a ordonné à Israël d'éviter l'escalade de ses attaques. Au contraire, selon l'organisation, Israël affame les Palestiniens avec plus de zèle aujourd'hui qu'avant l'arrêt de la CIJ. « Le gouvernement israélien affame les 2,3 millions de Palestiniens de Gaza, les mettant encore plus en danger qu'avant l'ordonnance contraignante de la Cour Internationale de Justice », a déclaré Omar Shakir, directeur de Human Rights Watch pour Israël et la Palestine, dans un communiqué. « Le gouvernement israélien a tout simplement ignoré l'arrêt de la Cour et, à certains égards, a même intensifié sa répression, notamment en bloquant davantage l'aide vitale. » Amnesty International a également accusé Israël de désobéir directement à l'ordonnance de la CIJ, en déclarant : « Israël n'a même pas pris les mesures minimales nécessaires pour se conformer à l'arrêt. » « En tant que puissance occupante, Israël a clairement l'obligation, en vertu du droit international, de veiller à ce que les besoins fondamentaux de la population de Gaza soient satisfaits. Non seulement Israël n'a absolument pas répondu aux besoins fondamentaux des habitants de Gaza, mais il a également bloqué et empêché le passage d'une aide suffisante dans la bande de Gaza, en particulier dans le nord qui est pratiquement inaccessible, ce qui constitue un mépris manifeste pour la décision de la CIJ et une violation flagrante de son obligation de prévenir le génocide », a déclaré Heba Morayef, directrice régionale d'Amnesty International pour le

Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Des experts ont déclaré que la famine de Gaza provoquée par Israël n'a pas de précédent dans la période récente en termes de rapidité et d'intention, comme l'a dit M. Fakhri. « La situation était déjà très fragile en raison de la mainmise d'Israël sur les entrées et sorties de Gaza. Ainsi, lorsque la guerre a commencé, Israël a pu très facilement faire en sorte que tout le monde souffre de la faim parce que la plupart des gens étaient au bord du gouffre », a fait remarquer l'expert des Nations unies. « Nous n'avons jamais vu une population civile souffrir de la faim aussi rapidement et aussi complètement, c'est ce que s'accordent à dire les experts en matière de famine. Israël ne se contente pas de cibler des civils, il tente de compromettre l'avenir du peuple palestinien en s'en prenant à ses enfants. » Des actions telles que la suppression du financement de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA) par les États-Unis et d'autres pays accélèrent encore le génocide israélien, a ajouté Fakhri. « Mettre fin presque immédiatement au financement sur la base d'allégations non fondées contre un petit nombre de personnes n'a d'autre but que la punition collective de tous les Palestiniens dans de nombreux pays, a-t-il déclaré. Les pays qui ont retiré cette aide sont sans aucun doute complices de la famine qui frappe les Palestiniens. » (*) Rédactrice à Truthout et ses sujets de prédilection sont la politique, le climat et l'emploi.

source : Les-Crises

MAURITANIE
Démarrage d'un atelier sur les procédures de passation, de contrôle et de régulation des marchés publics

Les travaux d'un atelier de sensibilisation à la dématérialisation des procédures, de passation, de contrôle et de régulation des marchés publics au profit parties prenantes ont débuté à Nouakchott. Organisée par le ministère de l'Économie et du Développement durable avec la collaboration de l'autorité de régulation des marchés publics, cette rencontre de 3 jours, profite aux acteurs du domaine des marchés publics et sectoriels, des responsables du secteur privé, de la société civile concernée par la transparence et la lutte contre la corruption. Dans le discours qu'il a prononcé, à cette occasion, le ministre des Finances, M. IsselmouOuld Mohamed M'badi, ministre de l'Économie et du Développement durable par intérim, a indiqué qu'en 2021, le gouvernement mauritanien a procédé à une réforme globale du système de passation des marchés publics, afin de respecter les grands principes d'accès aux demandes publiques. Il a précisé que cela a abouti à la promulgation de la loi n°024-2021 du 29 décembre 2021, qui abroge et remplace la loi n°044-2010 du 22 juillet 2010 portant code des marchés publics et les décrets d'application. Le ministre a également précisé que le 17 janvier 2024, le gouvernement a publié le décret n° 013-2024 relatif à la numérisation des procédures, de contrôle et de réglementation des marchés publics, inspiré des meilleures expériences dans les pays de la région, mettant ainsi fin au traitement manuel.

RÉFORME DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL EN TUNISIE

Cap sur la modernisation

Au cours des 25 dernières années, le monde des statistiques officielles a beaucoup changé. Il est donc impératif d'adapter la législation relative au système statistique national, en conséquence.

Le système statistique tunisien est l'un des plus avancés et performants de la région d'Afrique du Nord. Selon l'indicateur composite de performance statistique (IPS) de la Banque mondiale qui mesure la capacité et la maturité des systèmes statistiques nationaux (SSN) et qui évalue l'utilisation des données, la qualité des services, la couverture des sujets, les sources d'information, l'infrastructure et la disponibilité des ressources, le score de la Tunisie s'est amélioré, au cours des dernières années passant de 61,6 en 2016 à 64,1 (sur 100) en 2019. En examinant de plus près, le pays affiche d'excellents résultats en termes d'utilisation de données (90), de services (85,7) et de produits (64,9). Tandis que les scores réalisés pour les piliers sources de données et infrastructure de données sont relativement faibles et respectivement de l'ordre de 49,8 et 30. "On considère que le système statistique tunisien est l'un des plus avancés de la région. Ceci est le fruit d'un travail continu qui s'est

étalé sur plusieurs décennies. C'est un système qui a été progressivement construit à travers les recensements décennaux mais aussi grâce à la mise en place d'un système de comptabilité nationale et l'enrichissement progressif des indicateurs statistiques. Nous sommes effectivement l'un des instituts de confiance dans la région. Même les partenaires internationaux ne contestent pas les données et les chiffres produits par l'INS", a affirmé AdnenLassoued, Directeur Général de l'INS dans une déclaration à La Presse, et ce, en marge d'un atelier de lancement du programme de maîtrise des données de la Tunisie "Tunisia Data Literacy Program", tenu récemment à Tunis. Interrogé sur les chiffres liés à l'inflation, qui suscitent fréquemment des interrogations, Lassoued a expliqué que ces incertitudes découlent de la confusion entre pouvoir d'achat et inflation. "Le chiffre de l'inflation est souvent confondu avec le pouvoir d'achat, alors qu'il s'agit de deux concepts distincts. Pour éviter cette confusion, il est essentiel d'expliquer la

méthodologie statistique à l'utilisateur pour qu'il comprenne ce que représentent ces chiffres et comment ils sont produits", a-t-il poursuivi. Evoquant le programme de modernisation du système statistique sur lequel les autorités se sont penchées actuellement, le DG de l'INS a fait savoir que cette mise à niveau vise à remettre l'utilisateur au centre du système statistique. "C'est là notre ambition : redonner les statistiques à leur utilisateur, parce qu'aujourd'hui, on juge — et c'est une défaillance qu'on reconnaît en tant que système en général — que peut-être on ne s'oriente pas assez vers les utilisateurs et qu'on ne répond pas assez à leurs besoins. Or on ne produit pas les statistiques pour nous-mêmes mais pour les utilisateurs. Et c'est cela qu'on doit changer", a-t-il précisé. Il a ajouté, dans ce même contexte, que la réforme de la législation est l'un des piliers de cette entreprise de modernisation. "Le cadre législatif actuel qui date de 1999 n'est pas mauvais. Mais, au cours des 25 dernières années, le monde des statistiques officielles a beaucoup changé.

EGYPTE

La Chine finance la création d'un centre de formation professionnelle sur le canal de Suez

La Zone économique du canal de Suez en Egypte ambitionne de devenir l'une des zones d'investissement les plus attractives au monde d'ici 2035. A cet effet, elle a mis en place des politiques de facilitation en vue d'attirer les entreprises offrant des opportunités d'emploi aux locaux. L'Autorité générale de la Zone économique du canal de Suez (SCZone) a annoncé un partenariat avec le gouvernement chinois. Mercredi 20 mars, les deux parties ont signé un accord visant la création d'un centre de formation professionnelle dans la région du canal de Suez en

Egypte. Le projet sera financé par une subvention de la partie chinoise à hauteur de 128 millions de yuans (17,7 millions USD). D'après le président de la SCZone, Walid Gamal el-Din (photo, à gauche), « le complexe de formation se compose d'un centre de formation équipé des derniers laboratoires technologiques pour diverses industries, notamment l'énergie, l'automobile, la robotique, l'électronique et les technologies de communication, ainsi que pour l'enseignement des langues ». Ces infrastructures seront implantées sur une superficie de 40 000

mètres carrés. Elles ont pour objectifs de former et qualifier les travailleurs, d'améliorer leurs compétences et de les préparer au marché du travail. Il faut comprendre que la SCZone est une zone d'investissement pour tous les secteurs économiques. En raison de sa situation géographique stratégique et des incitations fiscales qu'elle propose, elle est considérée comme un terrain favorable pour les entreprises internationales, qui accroissent chaque jour, un peu plus la demande de travailleurs qualifiés. Le responsable de la SCZone a par ailleurs indiqué que les

études préliminaires et les plans de construction sont en cours de finalisation. Après cette étape suivra celle de la construction. Au début du mois de mars, la SCZone a signalé un rapprochement avec Shandong Ports Group, une entreprise publique chinoise spécialisée dans la gestion des ports. Les deux parties ont discuté des possibilités de collaboration dans plusieurs domaines dont la formation professionnelle. Cependant, aucune allusion officielle n'a été faite entre le groupe chinois et le projet de centre de formation professionnelle.

ÉMIRATS ARABES UNIS

Après une année 2023 bien orientée, 2024 s'annonce favorablement

Les Émirats ont engagé des réformes très volontaristes de l'environnement économique et social depuis 2021 pour soutenir le secteur privé et les investissements directs étrangers et cela commence à avoir des effets sur l'internationalisation, l'attractivité et la compétitivité du pays. En 2023, malgré une reprise de la demande mondiale qui s'essouffle, la croissance du PIB devrait s'établir à 3,1% dans les Émirats. C'est la meilleure performance des six pays du Golfe, dont deux ont connu des récessions l'année dernière (l'Arabie et le Koweït) et deux autres des croissances assez déprimées (le Qatar et Oman). L'activité en 2023 se maintient donc plutôt bien à Abu Dhabi et à Dubaï grâce à la diversification éco-

nomique qui sert, depuis quelques années déjà, d'amortisseur à la trop forte volatilité des marchés pétroliers. La croissance se concrétise dans toutes les composantes : les investissements sont en hausse de 6,2%, les exportations progressent de 3,3% et la consommation des ménages de 4,5%. Alors que le PIB pétrolier est affecté en 2023 par la baisse du prix du pétrole à 82 USD/bbl et par la chute de 5% des productions dans le cadre des accords OPEP+, le PIB non pétrolier poursuit son expansion dynamique comme l'illustre l'indice PMI, qui mesure le sentiment des milieux d'affaires, très bien orienté à plus de 55 depuis un an. De son côté, le secteur immobilier bénéficie de la forte hausse des investis-

sements en provenance de Russie et se redresse après de nombreuses années peu favorables. Cela alimente d'ailleurs une inflation un peu élevée à 3,3% à Dubaï depuis un an, un phénomène que l'on ne retrouve pas à Abu Dhabi. Le tourisme est un secteur clé pour l'économie des Émirats et les différents gouvernements de la Fédération ont mis en place des politiques actives pour attirer des visiteurs. Ainsi, Dubaï a reçu plus de 17 millions de touristes en 2023, une hausse de 19% par rapport à la performance de 2022. Dans ce secteur également, la diversification de l'offre touristique est favorable au développement comme le suggèrent les 4 millions de personnes qui ont visité le Louvre Abu Dhabi

depuis son ouverture en 2017. Ces développements favorables ont eu des impacts positifs sur les indicateurs macro-économiques et notamment sur les soldes budgétaires et courants. Le solde courant devrait rester fortement excédentaire (malgré la volatilité des recettes pétrolières) et devrait atteindre 11% du PIB en 2023. En ce qui concerne les comptes de l'État, la Fédération n'a pas connu de déficit budgétaire depuis 2018. Les excédents budgétaires sont récurrents depuis 2021 et la dette publique qui avait dépassé le seuil de 60% du PIB malgré une fiscalité renforcée lors de la mise en place de TVA, chute fortement à 52% du PIB en 2023. Une baisse qui devrait se poursuivre dans le futur.

POUR DES PROJETS VERTS ET DES PME DIRIGÉES PAR DES FEMMES

Proparco accorde une facilité de 50 millions \$ à NCBA Kenya

L'institution de financement du secteur privé dans les pays en développement renforce son partenariat avec la NCBA Kenya dans l'optique d'accompagner cette banque dans le financement des secteurs agricole et manufacturier ainsi que dans la mise en œuvre de son programme de développement durable.

NCBA Kenya a annoncé le mardi 19 mars 2024, l'obtention d'une facilité de 50 millions \$ auprès de Proparco. Le financement servira à mettre en œuvre le programme de développement durable de la banque. Lancé en 2023, le programme prévoit la mobilisation de 30 milliards de shillings kényans (226,9 millions de dollars) pour le financement de projets verts, l'orientation d'au moins 30 % des ressources vers

des initiatives portées par des femmes et des jeunes. Au-delà de ce programme, NCBA Kenya renforcera ses investissements sectoriels dans l'agriculture et l'industrie manufacturière. La banque commerciale étendra également sa présence au Kenya, afin de se rapprocher de sa clientèle PME et entreprises. « Ce partenariat avec Proparco nous permettra de faire avancer la cause de la finance verte, de l'autonomisation

des femmes et de la croissance des PME », a défendu John Gachora, directeur général du groupe NCBA. Maison mère de NCBA Kenya, NCBA Group est un partenaire de longue date de Proparco. Le groupe de services financiers, issu de la fusion de NIC Group et Commercial Bank of Africa en 2019, est présent dans 4 marchés africains, à savoir le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et le Rwanda.

BURKINA FASO

L'Etat vise un taux d'électrification de 50 % en zones rurales d'ici 2028

Au Burkina Faso, en matière d'électrification, l'heure est à la redéfinition de la stratégie nationale et sous régionale, notamment en partenariat avec le Mali et le Niger. Le gouvernement burkinabé a entamé le processus de validation de sa stratégie nationale de l'électrification rurale (SNER), lors d'un atelier tenu le 19 mars sous la présidence du ministre de l'Énergie, M. Yacouba Gouba. La mise en œuvre de la SNER est

évaluée à 625 milliards de FCFA, environ 1,04 milliard \$, selon plusieurs médias locaux. Elle permettra d'électrifier 1 000 localités rurales par an à travers le réseau national interconnecté, les mini réseaux verts et les systèmes individuels, augmentant ainsi l'électrification rurale à 50 % d'ici 2028. Commentant la stratégie, le ministre de l'Énergie a déclaré : « À l'horizon 2028, nous aspirons à un Burkina Faso où l'électrification rurale n'est pas un luxe, mais un droit fonda-

mental pour chaque citoyen. Un pays où les ressources endogènes sont exploitées avec sagesse, où un cadre juridique et institutionnel favorable attire les investissements privés ». L'accès à l'énergie est considéré actuellement comme un impératif du développement durable. Il s'agit d'ailleurs du 7ème objectif des Objectifs du Développement Durable qui vise à garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût

abordable d'ici 2030. Toutefois, au Burkina comme dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, le niveau d'électrification reste très faible, particulièrement dans les zones rurales. L'évolution démographique et le faible niveau d'investissement dans des projets de production et dans les infrastructures de transmission font que cette région abrite environ 80 % de la population mondiale n'ayant pas accès à l'électricité.

MOZAMBIQUE

Hausse des recettes gazières de 218 % en glissement annuel

Il y a quelques jours, le gouvernement du Mozambique a approuvé un texte de loi qui fixe le canevas de gestion des recettes que le pays engrange grâce à l'exportation de ses ressources gazières. Des données de la Banque centrale du Mozambique, relayées jeudi 21 mars, signalent une croissance des recettes générées par l'exportation des ressources gazières du pays. Ces dernières ont atteint 1,7 milliard de dollars au terme de

l'année de 2023, soit une augmentation de 218 % en glissement annuel. Derrière cette hausse, l'opérationnalisation de l'unité flottante de liquéfaction de gaz naturel (FNLG) associée au projet gazier Coral South qui permet l'exploitation, via Mozambique Rovuma Venture, une joint-venture comprenant Exxon-Mobil, Eni et China National Petroleum Corporation (CNPC), du gaz découvert dans le bassin offshore de Rovuma. Eni

prévoit en outre de mettre en service, d'ici 2027, une seconde plateforme flottante de liquéfaction de gaz sur un autre périmètre baptisé CoralNorth. Ce développement intervient alors que d'importants défis pèsent sur le développement économique du Mozambique. Le changement climatique et ses effets en font partie. « Il est nécessaire que le Mozambique intègre pleinement le changement clima-

tique dans sa stratégie nationale de développement afin de devenir plus résilient et capable de s'adapter aux défis et aux opportunités posés par le changement climatique », avait estimé Idah Pswarayi-Riddihough, directrice pays de la Banque mondiale pour le Mozambique, Madagascar, Maurice, les Comores et les Seychelles, dans une étude publiée en décembre 2023.

CAMEROUN

La municipalité de Bamenda sollicitera un prêt de plus de 6 milliards FCFA chez le FEICOM pour reconstruire le marché central

Le préfet de la Mezam, Emile Simon Mooh, demande que l'enveloppe financière sollicitée chez le FEICOM fasse objet « d'une utilisation rationnelle pour l'épanouissement des commerçants ». Au Cameroun, Paul AchombangTambeng, maire de Bamenda, a obtenu du Conseil municipal l'autorisation de lever un prêt au Fonds spécial d'équipement et d'intervention communal afin de reconstruire le marché central dé-

truit par un incendie. « J'ai prié les conseillers de voter les plans pour un marché qui va nous coûter un peu plus de 6 milliards FCFA. Ils l'ont voté » relaie Investir au Cameroun. Le 22 février 2024, des flammes ont en effet ravagé le marché central de Bamenda, poumon économique de la ville et point de commerce majeur de la région anglophone du Nord-Ouest camerounais qui traverse une crise sociopolitique depuis fin octobre 2016.

C'est près de 300 boutiques qui ont été détruites selon les autorités locales, dans le sinistre qui a officiellement fait 1 mort et plusieurs blessés. Elles ont ouvert une enquête pour déterminer les causes du feu. La mairie prévoit de construire un nouveau marché moderne et sécurisé, avec une architecture espacée pour faciliter d'éventuelles interventions de sapeurs-pompiers. Ces derniers sont en effet généralement confrontés à des

difficultés d'accès dues au taux d'occupation généralement élevé, à l'étroitesse des voies de circulation, et la non-disponibilité de bouches d'incendie, parfois bouchées par des actes d'incivisme. La reconstruction du marché de Bamenda peut générer de nouveaux emplois pour les locaux, donnant un coup de boost à une économie locale affectées par la crise anglophone.

NIGERIA

Oak and Saffron Limited prend le contrôle du fabricant d'huile de palme Presco

Le Nigeria est le cinquième producteur mondial d'huile de palme, derrière l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et la Colombie. Dans le pays, Presco Plc est l'un des principaux acteurs de poids avec son principal concurrent, OkomuOil Palm. Au Nigeria, la holding Oak and Saffron a finalisé l'acquisition d'une participation de 86,7 % dans Fimave NV, une filiale du groupe agro-industriel belge Siat NV, actionnaire majoritaire (60 %) du producteur d'huile de palme, Presco Plc. L'annonce a été faite par Patrick Uwadia, secrétaire général de Presco, dans une déclaration rapportée le 15 mars dernier par le quotidien local Nairametrics. Cette opération ouvre la porte de l'industrie nigériane de l'huile de palme à la société Oak and Saffron qui souhaite renforcer sa présence dans le secteur en Afrique de l'Ouest. Dans la sous-région, la holding contrôle aussi le producteur d'huile de palme ghanéen Ghana Oil Palm Development Ltd qui exploite une palmeraie de 9 000 hectares. Au Nigeria, Presco Plc exploitait plus de 23 600 hectares de plantations de palmiers à huile dans les États de Edo et du Delta en 2022. L'entreprise cotée à la bourse de Lagos (NGX) dispose d'une capacité installée pour le broyage de 90 tonnes de fruits de palme par heure et de raffinage de 500 tonnes d'huile végétale par jour. En 2023, Presco Plc a plus que doublé son bénéfice net à 30,4 milliards de nairas (20 millions \$) contre seulement 13 milliards de nairas (8,7 millions \$) un an plus tôt.

CAC 40

Quels sont les plus grands groupes en bourse en France ?

Sans trop de surprise, le luxe domine le classement des plus importantes capitalisations boursières de l'Hexagone. Même si l'industrie est loin d'être absente.

Quels sont les plus grands groupes en Bourse par pays? Pour le savoir, la rédaction de BFM Bourse a décidé de consacrer un article à chaque grande place, en retenant les dix plus grandes capitalisations boursières pour chaque pays, sur la base des données de companiesmarket.com. Difficile de passer à côté de la France, qui est loin de constituer un nain en Bourse. Selon une infographie réalisée par Deutsche Bank sur la base des données de Bloomberg de février, l'Hexagone représente le cinquième marché boursier au monde, avec une capitalisation boursière totale de 3.200 milliards de dollars. Ce qui situe la France entre l'Inde (4.600 milliards de dollars) et le Royaume-Uni (2.900 milliards de dollars). C'est que la France possède un nombre impressionnant de champions boursiers. Comme le montre l'infographie ci-dessous, neuf groupes du Top 10 pèsent plus de 100 milliards d'euros de capitalisation boursière. On pourrait même ajouter Essilor-

Luxottica, dixième avec une capitalisation de 95 milliards d'euros, soit nettement plus 100 milliards de dollars. Sans surprise le top 10 est dominé par le luxe, les KOHL (Kering, L'Oréal, Hermès, LVMH) représentant à eux quatre environ un tiers de la capitalisation totale du marché parisien.

Le luxe mais aussi l'industrie

Deuxième capitalisation boursière européenne derrière le danois Novo Nordisk, LVMH est solidement installé à la place de plus importante entreprise française en Bourse, titre que le groupe avait pris à Totalenergies (à l'époque Total) en 2017. Pour la deuxième et troisième place, c'est plus serré. Le sellier Hermès, qui est probablement le groupe du CAC 40 le mieux valorisé en termes de multiples boursiers, a pris la deuxième place au groupe de cosmétiques L'Oréal en février, les résultats annuels du premier étant alors bien mieux accueillis en Bourse que ceux du second.

Mais les deux sociétés restent très proches. Totalenergies, plus gros pourvoyeur de bénéfices de la cote parisienne, arrive au quatrième rang. On retrouve à la cinquième place Christian Dior, qui possède 41,42% du capital de LVMH et 56,86% des droits de vote, d'où sa capitalisation boursière qui ne fait que refléter cette participation. Cette société (Christian Dior) ne figure pas dans les grands indices français tels que le CAC 40 ou le SBF 120, en raison certainement de son flottant très faible puisque 97,5% de son capital appartient aux holdings de la famille Arnault (à fin décembre 2022). Airbus échoue aux portes du top cinq. Le groupe aéronautique est également présent

sur le Dax 40 de Francfort mais nous avons choisi de retenir son implantation française. Septième et neuvième, Schneider Electric et Air Liquide connaissent tous les deux un superbe rallye (+47% sur un an pour le groupe d'équipements électriques et +32% pour le spécialiste des gaz) qui leur a permis de dépasser récemment les 100 milliards d'euros de capitalisation boursière. Huitième, le groupe pharmaceutique Sanofi reste bien loin du temps où il occupait la première place (entre 2012 et 2013). La faute notamment à une réorientation stratégique sur l'intensification de la R&D qui avait été lourdement sanctionnée par le marché à l'automne.

WALL STREET

Reprise de souffle mais semaine positive de +2%

Pas de 3ème séance de 'doublés records' pour l'ensemble des indices US... mais une petite consolation avec le Nasdaq (Composite et Nasdaq-100) qui battent leur record historique de clôture respectif (mais pas de nouveau record intraday). La semaine s'achève sur un léger repli qui érode à peine les gains hebdomadaires: l'indice Dow Jones a cédé 0,77% à 39.476Pts mais engrange +2% sur la semaine, le S&P-500 s'est effrité de 0,15% mais finit sur un score fleuve de +2,3% après 2 semaines de consolidation à l'horizontal. Le Nasdaq Composite améliore son précédent record de 0,16% (à 16.429Pts) et flambe de +2,85% depuis le vendredi des '4 sorcières' qui apparaissait déjà comme une étape haussière décisive. Le Nasdaq-100 (+0,1% à 38.339) et 2 titres ont fait la différence : Nvidia +3,1% et Alphabet +2,2%. La hausse a été freinée par Adobe -2,3%, Paypal -2,1%, On

Semiconductor -1,5%. Le S&P500 a été plombé par Lululemon -15,8% mais aussi surtout par le secteur immobilier/foncier avec Boston Property -4,3%, Kimco -3,2%, Simon Property -2,5%, Fidelity et Comerica -2,4%, Zions -2,3%, Goldman Sachs -1,6%, Wells Fargo -1,3%. La tentation des prises de bénéfices sur les indices US est grande face aux valorisations élevées du moment, ce qui pourrait inciter les opérateurs à prendre quelques gains sur les niveaux actuels dans l'attente de nouveaux catalyseurs. Le dernier en date remonte à la conférence de presse de la FED mercredi... et une différence d'interprétation des propos de Powell semble évidente en superposant la trajectoire des T-Bonds puis celle du S&P500 et du Nasdaq (le '30 ans' était encore au-delà de ses niveaux du 15 mars jeudi soir avant de se détendre de -4,5Pts vers 4,400%).

SOCIETE GENERALE

Pourquoi UBS pense que les banques françaises peuvent renverser la vapeur en bourse

Les établissements tricolores cotés à Paris connaissent un début d'année 2024 timoré en Bourse. Mais la banque suisse pense que l'amélioration de l'activité dans la banque de détail peut leur donner l'occasion de regagner du terrain. La saison des résultats 2023 s'est avérée douloureuse sur les marchés pour les banques françaises. Les trois grands groupes cotés sur le CAC 40 ont perdu du terrain en Bourse lors de la séance qui a suivi la publication de leurs comptes. Si Société Générale a limité la casse (-0,97%), Crédit Agricole SA (-5,2%) et BNP Paribas (-9,2%) ont souffert, le marché sanctionnant des revenus inférieurs aux attentes. Si bien que depuis le début de l'année, les trois banques françaises sous-performent la hausse du CAC 40 (+8% depuis le 1er janvier): BNP Paribas est stable (+0,5%), Société Générale prend 2,9% tandis que Crédit Agricole SA gagne 4,5% (*). Dans une récente note repérée par L'Agefi, UBS perçoit néanmoins des raisons de se montrer sinon optimiste du moins plus

constructif sur les banques françaises. La banque helvétique incite les investisseurs à s'intéresser à la banque de détail en France pour jouer une inflexion de tendance.

Le livret A a fait mal

L'établissement suisse rappelle que ce segment a souffert en raison de la structure particulière du crédit en France - avec des prêts à taux fixes qui font que les banques françaises ne bénéficient pas immédiatement des hausses de taux dans leurs stocks de prêts, les nouveaux crédits à taux élevés mettant du temps à remplacer les anciens - mais aussi de l'épargne. "La France a une proportion exceptionnellement élevée de produits bancaires à prix réglementés - 934 milliards d'euros d'épargne, principalement sous l'impulsion du Livret A - ce qui signifie que les dépôts français étaient les plus chers d'Europe lorsque les taux étaient bas et que leur coût a augmenté aussi rapidement que la moyenne européenne lorsque les

taux et l'inflation ont augmenté en 2022-2023", expose UBS. Le coût moyen des dépôts pour les banques françaises est passé de 0,54% en mai 2022 à 1,75% en novembre 2023, selon les données d'UBS. Dans la zone euro dans son ensemble, ces coûts s'élevaient à 0,18% en mai 2022 et son restés contenus à seulement 1,15% en novembre. Ce vent défavorable sur les dépôts s'est conjugué avec des taux sur les prêts qui ont moins augmenté que pour les autres pays de la zone euro. Entre mai 2022 et novembre 2023, avec la hausse des taux directeurs des grandes banques centrales, le taux moyen des encours de prêts des banques en zone euro est passé de 1,9% à 3,45%, contre un mouvement allant de 1,59% à 2,66% pour les banques françaises. Pour expliquer cette tendance, outre la structure de taux à prêt fixes pour les crédits, UBS cite la régulation française, avec les taux d'usure (le taux maximum légal pour chaque type de crédit) qui ont freiné les taux auxquels les prêts pouvaient monter en France.

In fine, les taux des prêts n'ont pas progressé pas aussi vite que la hausse des coûts des dépôts. Ce qui a créé un effet ciseau négatif pour la banque de détail en France. Selon un consensus VA cité par UBS, les revenus nets d'intérêt (soit pour simplifier l'argent réalisé par les banques sur un crédit) ont reculé en moyenne de 5% en France en 2024, quand ils ont progressé de 62% en Irlande, de 43% en Italie, de 20% en Espagne et même de 9% en Allemagne.

Vers un rebond dans la banque de détail

Pour autant, UBS considère que le marché s'avère trop pessimiste sur les banques françaises et sous-estime le potentiel de redressement. "Il y a un temps et un lieu pour l'exposition à la banque de détail en France. Nous pensons que ce temps est venu", juge le groupe helvétique, qui considère que les marges nettes d'intérêt ont atteint le creux de la vague au troisième trimestre 2023 en France.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 21 Mars 2024
Valeur : 25 Mars 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.1957	134.2107
1	EUR	EURO		146.6893	146.7594
1	GBP	POUND STERLING		171.6058	171.6688
100	JPY	JAPANESE YEN		88.8890	88.9166
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6401	18.6424
1	CHF	SWISS FRANC		151.5993	151.6848
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.6700	99.7108
1	DKK	DANISH KRONE		19.6722	19.6761
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.9553	12.9595
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7341	12.7390
1	AED	UAE DIRHAM		36.5367	36.5508
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7817	35.7876
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.5507	437.0261
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.8468	43.2775
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3393	13.3408
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7711	27.9135
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5333	3.5337
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.1112	178.1112

ETATS-UNIS

Biden promulgue une loi sur le budget, évitant une paralysie de l’Etat américain

Joe Biden a promulgué samedi la loi de financement de l'Etat américain jusque fin septembre, adoptée quelques heures plus tôt par le Congrès et évitant à la première puissance mondiale un «shutdown», la paralysie de ses services publics. «Cette loi bipartite que je viens de signer permet au gouvernement de continuer à gouverner, investit dans le peuple américain et renforce notre économie et notre sécurité nationale», a salué dans un communiqué le président des Etats-Unis.

Dans la nuit de vendredi à samedi, le Sénat à majorité démocrate avait laissé passer l'échéance fatidique de minuit censée déclencher cette paralysie, appelée «shutdown». Mais les sénateurs se sont mis d'accord sur l'adoption finale de cette loi de finances de 1.200 milliards de dollars. «Cela n'a pas été facile, mais notre persévérance valait la peine», s'était félicité le chef de file de la majorité démocrate du Sénat, l'élue de New York Chuck Schumer, depuis l'hémicycle, après des heures d'intenses négociations avec les élus républicains. «C'est bien pour les Américains que nous ayons conclu un accord», a-t-il ajouté, avant l'approbation finale du texte. Ce petit retard devrait être sans grande conséquence sur les ministères américains qui risquaient de se voir priver de financements, faute d'accord. Une année de pagaille Plus qu'un grand danger pour les Etats-Unis, ces rebondissements de dernière minute illustrent la pagaille qui règne au Congrès américain. Au cours de la dernière année, l'institution a destitué l'un de ses leaders, échoué à envoyer des fonds pour l'Ukraine et évité, seulement de justesse, la banqueroute de la première puissance économique mondiale. Vendredi matin, le vote du budget de l'Etat fédéral à la Chambre des représentants, qui devait elle aussi approuver ce texte, a d'ailleurs été le théâtre de rebondissements

spectaculaires. Quelques minutes après le vote, l'élue Marjorie Taylor Greene, proche de Donald Trump, a déclaré avoir déposé une motion pour évincer le dirigeant de l'institution, le républicain Mike Johnson, qu'elle a accusé de «trahison». Une poignée d'élus ultra-conservateurs reprochent au républicain, en poste depuis octobre, d'avoir fait un trop grand nombre de concessions budgétaires aux démocrates. «Il nous faut un nouveau speaker», a affirmé l'élue, connue pour ses frasques, ses provocations et ses remarques injurieuses, à des journalistes. Ce coup de théâtre a aussi un air de déjà vu. L'ancien «speaker» de la Chambre, Kevin McCarthy, avait été destitué il y a seulement quelques mois dans un scénario très similaire. Mike Johnson sera-t-il le deuxième leader républicain à faire les frais de tractations budgétaires? La tension qui règne autour de l'adoption de ces lois de finances est telle que les Etats-Unis ne sont pas parvenus jusqu'ici à adopter un quelconque budget pour 2024 - une situation à laquelle aucune autre grande économie mondiale n'est confrontée. Ils ont à la place fonctionné durant des mois via l'adoption de mini-budgets, expirant au bout de quelques semaines, un casse-tête pour les ministères américains. Fonds coupés pour l'Unrwa La loi, finalement adoptée, prolonge le bud-

get américain jusqu'à la fin de l'exercice financier, soit le 30 septembre. Ce texte de 1.012 pages, fruit de tractations très acrimonieuses, contient des mesures qui pourraient avoir de fortes répercussions à l'étranger. Le texte interdit ainsi tout financement direct des Etats-Unis à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, l'Unrwa, au coeur d'une controverse depuis qu'Israël a accusé fin janvier 12 de ses quelque 13.000 employés à Gaza d'être impliqués dans l'attaque meurtrière du 7 octobre perpétrée par le Hamas. La loi contient aussi des centaines de millions de dollars pour Taïwan, mais ne débloque aucun financement pour l'Ukraine, l'enveloppe pour Kiev faisant l'objet de négociations séparées. Cette dernière est bloquée par les républicains de Donald Trump qui veulent la conditionner à l'immigration aux Etats-Unis - un point chaud de la campagne présidentielle - et le président Biden a averti samedi les deux chambres du Congrès: «Le travail n'est pas terminé.» «La Chambre doit adopter des dispositions supplémentaires bipartites sur la sécurité nationale pour faire avancer nos intérêts en la matière. Et le Congrès doit adopter l'accord bipartite sur la sécurité à la frontière (du Mexique), la réforme la plus stricte et la plus juste depuis des décennies», a déclaré le dirigeant démocrate dans un communiqué.

POUR RÉDUIRE LA PÉNURIE D’ANTIBIOTIQUES

Sandoz investit en Europe

Pour rester compétitif face à la concurrence asiatique, Sandoz mise sur de plus gros volumes de ventes, et sur l'efficacité de son outil industriel. Le dernier producteur intégré sur le Vieux Continent d'amoxicilline est mis au défi de rester compétitif face à ses rivaux asiatiques. Les ruptures d'amoxicilline, ces

deux derniers hivers, ont laissé de mauvais souvenirs. Une partie de la solution aux pénuries récurrentes de cet antibiotique se niche au Tyrol, dans le petit village bucolique de Kundl, en Autriche, qui abrite le dernier site de production d'amoxicilline entièrement intégré d'Europe. Ce site appartient à Sandoz, spécialiste des médicaments géné-

riques et des biosimilaires - l'équivalent des génériques pour les médicaments biologiques. Tout juste séparé du laboratoire suisse Novartis, Sandoz vient d'investir 200 millions d'euros à Kundl pour muscler ses capacités de production de ce qui est l'antibiotique le plus prescrit en France. Le gouvernement autrichien y a contribué à hauteur de 50

millions d'euros. Le groupe inaugurerait jeudi un nouveau bâtiment de 3000 m2, soit une extension de surface de 10 % de son usine autrichienne. Il abrite de nouvelles lignes de production automatisées, qui sèchent et transforment en comprimés le principe actif (ces substances...)

POLITIQUE DE L'UE

Le plan de l’Europe pour les retraites ne fonctionne pas

Deux ans après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, le produit de retraite paneuropéen tant annoncé n'a qu'un seul fournisseur, dans seulement quatre États membres. Cinq ans après la finalisation par l'Union européenne de son plan de retraite privé européen, le PEPP (Pan European Personal Pension), l'adhésion est décevante. À l'heure actuelle, il n'y a qu'un seul fournisseur, Finax. Son directeur général, Juraj Hrbatý, explique que son PEPP a environ 11 millions d'euros d'actifs sous ges-

tion et qu'il n'est actuellement disponible que pour les épargnants de quatre États membres. "Après un an de fonctionnement sérieux, nous avions environ 5 000 clients", indique Juraj Hrbatý à Euronews. "C'est moins que ce à quoi nous nous attendions". De son propre aveu, sa nouvelle entreprise est, dans le contexte de l'industrie des pensions de l'Union européenne qui représente des milliers de milliards d'euros, encore "des cacahuètes, personne". Lors de son lancement, le PEPP n'a pas

souffert d'un manque de publicité. Juste avant les dernières élections européennes de 2019, l'ancien vice-président de la Commission, Jyrki Katainen, a affirmé que le PEPP "donnerait à tous les citoyens la possibilité d'épargner pour leur retraite", ouvrant ainsi un "véritable marché paneuropéen". Des législateurs tels que Brian Hayes (Irlande, Parti populaire européen) ont souligné la nécessité d'une gamme diversifiée de fournisseurs, tels que les gestionnaires d'actifs et les assureurs.

AGROALIMENTAIRE

Danone a reçu les autorisations de Moscou pour vendre sa filiale russe

Le groupe agroalimentaire français Danone a annoncé vendredi avoir reçu les autorisations réglementaires russes pour pouvoir céder sa filiale locale à un proche du dirigeant tchétchène Ramzan Kadyrov. Le géant agroalimentaire français Danone a annoncé vendredi soir avoir obtenu "les autorisations réglementaires russes requises" pour céder à un proche du dirigeant tchétchène Ramzan Kadyrov sa filiale en Russie, retirée il y a dix jours par Moscou des sociétés placées temporairement sous contrôle gouvernemental. Cette cession à la société "Vamin R LLC" - connue sous le nom de Vamin Tatarstan -, une société laitière russe appartenant à Mintimer Mingazov, un homme lié à Ramzan Kadyrov, "est prévue dans les prochaines semaines", a précisé Danone dans un communiqué.

FRANCE

Les créations d’entreprises repartent en légère baisse en février

Elles "diminuent nettement dans l'enseignement, la santé, l'action sociale", souligne l'Insee. Le nombre de créations d'entreprises est reparti légèrement à la baisse (-0,3%) en février en France, après un rebond de 2,6% en janvier, a indiqué vendredi l'Insee, principalement en raison d'un recul des créations d'entreprises dans l'enseignement, la santé et l'action sociale. Globalement, ce recul mensuel est dû à un recul des créations d'entreprises classiques (-0,9% après +2,8%), tandis que celles de micro-entreprises sont restées quasi stables (+0,1% après +2,4%). 93.594 entreprises ont été créées en février, dont 34.016 entreprises classiques et 59.578 micro-entreprises, précise l'Institut national de la statistique et des études économiques. Ces données sont corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables. En données brutes, le nombre total d'entreprises créées sur les douze derniers mois (de mars 2023 à février 2024), augmente de 2,8% par rapport aux mêmes mois un an plus tôt, principalement porté par le microentrepreneuriat (+6,7%). Par secteurs, les créations d'entreprises "diminuent nettement dans l'enseignement, la santé, l'action sociale" (-5,1% après +1,5%), souligne l'Insee. Elles baissent aussi "de nouveau dans les transports et entreposage" (-2,6% après -0,5%), "et se replient partiellement dans les activités financières et d'assurance" (-6,4% après +14,0%).

FORD TOURNEO
CONNECT PHEV

Jusqu'à 110 km en électrique



Le Ford Tourneo Connect peut désormais être commandé en version PHEV, avec un groupe motopropulseur hybride rechargeable emprunté à Volkswagen. L'autonomie électrique s'élève à pas moins de 110 kilomètres. Ne confondez pas ce Tourneo Connect avec le nouveau Tourneo Courier. Le premier est un clone Ford du VW Caddy, tandis que le second peut être considéré comme le "deliverybreak" du Puma. Bien que le Tourneo Connect soit positionné un peu plus haut, la différence de taille n'est pas très importante. À moins que vous n'optiez pour le Grand Tourneo Connect allongé, avec sept places assises si vous le souhaitez, bien entendu. Il existe une autre différence importante entre les variantes Tourneo du Courier d'une part et du Connect d'autre part. La première pourra bientôt être commandée avec un groupe motopropulseur 100 % électrique, tandis que la seconde ajoutera une version hybride rechargeable à sa gamme. de quoi éviter aux deux modèles Ford de rentrer en concurrence directe.

Spécifications et autonomie

Le Ford Tourneo Connect PHEV utilise le système de motorisation hybride rechargeable de Volkswagen, basé sur un 1.75 turbo essence (TFSI). Le quatre cylindres électrifié, relié à une boîte de vitesses robotisée à double embrayage et à six rapports, développe une puissance de 150 ch et un couple maximal de 350 Nm. À l'instar de la Volkswagen Golf eHybrid mise à jour, le bloc-batterie de près de 20 kWh garantit une autonomie électrique remarquable. Malgré son gabarit peu favorable sur le plan aérodynamique, le Ford Tourneo Connect PHEV peut se targuer d'une autonomie en mode électrique de 110 km. De plus, vous pouvez effectuer une charge rapide et ce, jusqu'à 50 kW.

SUZUKI SWIFT (2024)

La Mini Japonaise

Avec la septième génération de sa Swift, Suzuki veut redonner de l'entrain au segment des citadines. Un regain de peps qui doit venir, entre autres, d'un nouveau trois cylindres. Cela suffira-t-il à changer la donne ? Le Moniteur Automobile a vérifié.

Ceux qui sont en âge de savoir n'ont pas besoin qu'on leur dise quel bouleversement la quatrième génération de Swift a apporté en 2004. Pour la première fois, même le commun des mortels pouvait s'offrir une hipster. Car la Swift partageait sa joie de vivre stylistique avec l'icône de l'époque, la Mini, mais pour une fraction du prix. En outre, la petite japonaise s'est avérée plus agréable à conduire, bien construite et, outre son design séduisant, elle offrait un bon rapport qualité-prix pour la somme relativement modeste réclamée par Suzuki. Bien entendu, cette formule à succès a été copiée pour les générations suivantes, pourquoi changer une équipe qui gagne, n'est-ce pas ? Parce que l'équipe ne gagne plus en 2024 ? Le fait est qu'avec le numéro sept, Swift suit de toute façon une voie légèrement différente. Avec un look légèrement différent, des motorisations légèrement différentes et une légère mise à jour électronique.

Design, carrosserie et dimensions Suzuki Swift

Fier de son œuvre, le designer italien de Suzuki se gargarise de sa dernière réalisation, estimant que ce ravalement de façade était la meilleure chose qui pouvait arriver à la Swift. Pour le reste, cela dépend un peu de la façon dont on s'identifie. En effet, la plupart de nos collègues masculins ont partagé notre avis, à savoir que les phares plus petits et le capot plutôt étrangement "flottant" (il a un peu l'air d'un PT Cruiser) dont la ligne de contour continue sur tout le flanc paraissent moins puissants que le style plus direct de ses prédécesseurs. Tout est un peu plus mignon, un peu plus élégant, un peu plus... féminin. Les Japonais n'ont pas voulu le dire aussi ouvertement, mais ce n'est pas une coïncidence. En effet, la Swift est surtout censée stimuler l'appétence de la gente féminine. Ce qui explique aussi les nouvelles couleurs pastel dans lesquelles vous pouvez peindre votre carrosse. Les dimensions n'ont pratiquement pas changé. Quelques millimètres à gauche et à droite, principalement dus aux pare-chocs et aux spoilers de style différent, c'est tout. Il en va de même pour l'empattement qui, avec 2,45 m, est identique à celui de son prédécesseur. Cela signifie également que l'Allgrip - la version 4x4 que la Swift propose traditionnellement - est légèrement plus haute sur ses roues que les variantes aux seules roues avant motrices.

Habitacle et coffre Suzuki Swift

Les Japonais ont essayé. Vraiment. Mais même à l'intérieur, toutes les notes jouées ne sont pas pures. La palme revient au tableau de bord bicolore, où quelques touches de gris clair viennent troubler le noir traditionnel. Le nouvel écran tactile de 9 pouces est lui aussi tout à fait d'actualité, tandis que nous nous sommes assis très confortablement dans les sièges cossus. Même si la beauté apparente s'arrête un peu là. Nous n'allons pas minimiser la qualité de construction. Bien qu'il s'agisse principalement de plastiques durs, nous sommes convaincus que cette Swift, comme la plupart de ses prédécesseurs, connaîtra plusieurs carrières étalées sur plusieurs décennies. Même si - à la lumière de cette longue carrière - Suzuki aurait pu laisser les



années 1990 derrière elle pour de bon. Des cadrans analogiques, un ordinateur de bord que l'on manipule avec des baguettes, un écran d'infodivertissement aussi rétro que la Playstation 1, c'est un mystère pour nous de savoir comment les Japonais pensent pouvoir arracher des clients à des concurrents qui proposent un véritable écran large aux graphismes modernes. Ou un accoudoir, car c'est apparemment un luxe que l'on ne trouve pas dans la Swift. La banquette arrière ne nous réjouit pas non plus. Étroite bien que suffisante pour les voyageurs adultes, elle contraste fortement avec certaines de ses concurrentes. Toutefois, nous sommes moins préoccupés par cette question, car nous ne nous attendons pas à ce qu'un citadin puisse transporter l'équipe de basket locale. Il en va de même pour le volume du coffre. Avec 265 l, il est plutôt modeste, mais la pratique montre qu'il est suffisant pour les courses de la semaine. Il est d'ailleurs possible d'augmenter cette capacité jusqu'à 980 l. Toutefois, même dans ce cas, il faut charger par paliers. En effet, il n'y a pas de plancher de chargement plat. Il n'y a pas non plus de finition digne de ce nom sur le couvercle du coffre. Même Dacia ne résisterait pas à un tel cache-bagages muni de boutons en plastique.

Moteurs, spécifications et performances Suzuki Swift

Pour l'instant (c'est-à-dire jusqu'à ce que la Swift Sport soit ajoutée au catalogue), il n'y a pas de choix. Sous le capot se trouve toujours un moteur de 1,2 l. Mais plus le même. Au 4 cylindres succède un trois cylindres cubant lui aussi 1,2 l. Une amputation qui, toutefois, ne nuit (presque) à rien aux performances. Avec 82 ch et 111 Nm, vous pouvez vous attendre à des sprints similaires (0-100 km/h en 12,5 s). Le tout soutenu par le rugissement caractéristique du trois cylindres. Le petit bloc peut en outre compter sur une légère électrification. Par le biais d'un alternateur-démarrateur de 3 ch et 50 Nm alimenté par une batterie supplémentaire de 12 volts pour donner un petit coup de pouce à l'accélération. Un soutien négligeable, en d'autres termes, qui rend, selon nous, l'emblème "Hybrid" collé sur le couvercle du coffre arrière quelque peu déplacé.

Cela dit, nous ne pouvons pas ignorer le fait que le nouveau moteur agit de manière particulièrement efficace. Suzuki a poussé le rendement thermique jusqu'à 40 %, ce qui signifie qu'une grande partie de l'Euro 95 injecté sert réellement à alimenter la Swift. À tel point que - sur un parcours d'essai varié avec des autoroutes et des nationales rapides et sans adapter notre style de conduite - nous n'avons pas consommé plus de 4,2 l/100 km. Ce qui est mieux que les 4,4 l/100 km (98-99 g/km de CO2) spécifiés par la norme WLTP. Un résultat surprenant qui doit beaucoup aux mesures d'allègement. À vide, la Swift affiche moins d'une tonne sur la balance. Et ce, malgré tous les systèmes de sécurité et l'électronique de confort ajoutés. Pour être complet, précisons que ces chiffres doivent être revus à la hausse si vous optez pour la CVT au lieu de la boîte manuelle à cinq rapports (cette dernière passe les vitesses de manière étonnamment légère et agréable, soit dit en passant), comme c'est le cas si vous optez pour l'AllGrip.

Conduite Suzuki Swift

Lors de la conférence de presse, les Japonais nous ont abreuvés de graphiques. La Swift y est régulièrement comparée à la Volkswagen Polo. Ce qui, d'une certaine manière, est logique. On sent en effet une certaine influence germanique au volant. Le réglage des MacPherson à l'avant et de l'essieu de torsion à l'arrière garantit un confort plutôt teuton (dur sans être inconfortable). La Swift est également assez douce, sans être vraiment engageante. Suzuki vient d'y remédier. Une barre stabilisatrice avant un peu plus ferme, des joints universels de plus grand diamètre, des plaques de téflon sur la fixation des barres stabilisatrices qui devraient augmenter la rigidité en roulis, tout cela pour minimiser les mouvements de caisse et donc permettre plus de plaisir dans les virages. Malheureusement, la direction semble un peu trop légère. Ce qui fait que l'on manque de confiance pour attaquer le point de corde des virages. Sûre et stable, la Swift est confiante et équilibrée. La petite Suzuki se conduit donc bien. Mais sans plus... à l'instar de la Polo.

GRÂCE À L'IA

Cet exosquelette universel s'adapte à vous et à toutes activités sans réglages

Georgia Tech frappe un grand coup avec son premier exosquelette universel : un bijou de technologie qui s'appuie sur le deep Learning pour analyser et faciliter les mouvements de son porteur, sans que celui-ci ait besoin de le calibrer ou de se former avant utilisation.



Bientôt tous surhumains ? Le fantasme d'une humanité augmentée grâce à la robotique n'a jamais été aussi près de se concrétiser. Jusqu'à présent, les exosquelettes motorisés nécessitaient une calibration et un réglage spécifiques à un contexte d'utilisation, ce qui limitait leur utilisation aux laboratoires de recherche. Une innovation de Georgia Tech - annoncée dans un communiqué - pourrait changer la donne : ses chercheurs ont développé une approche universelle de contrôle de ces bijoux de technologie, éliminant le besoin de formation et d'ajustements complexes. Contrairement aux méthodes antérieures qui se focalisaient sur l'environnement, l'approche de Georgia Tech se

concentre sur l'utilisateur et sa physiologie. Cela signifie que l'activité spécifique de l'utilisateur (marche, escalade, etc.) importe moins que ce qui se passe au niveau de ses muscles et de ses articulations pendant l'activité.

Un exosquelette pour réduire les efforts

Les chercheurs ont utilisé le deep Learning comme un « traducteur » entre les capteurs mesurant les mouvements de l'exosquelette et les forces générées par les muscles. Cela permet au système de comprendre ce que fait le corps à un moment donné et d'ajuster l'assistance en conséquence. Cette utilisation de l'exosquelette permet de réduire l'effort métabolique et

biomécanique des utilisateurs. Ils dépensent moins d'énergie et leurs articulations travaillent moins dur, et cela malgré le poids supplémentaire imposé par l'exosquelette.

Une avancée qui fait office de première passerelle vers la viabilité et une utilisation d'exosquelettes au quotidien. S'il est un peu tôt pour parler de commercialisation à grande échelle, l'invention pourrait permettre, dans un premier temps, des applications étendues dans divers domaines, notamment l'assistance aux personnes ayant subi un AVC, ou la réhabilitation et la réduction du risque de blessures chez les travailleurs effectuant des tâches physiquement exigeantes.

Ce nouveau matériau électronique a des propriétés physiques étonnantes

Une équipe de chercheurs a réussi à mettre au point des films polymères conducteurs qui se renforcent à l'impact. Dans la conception des appareils électroniques portables, celui-ci pourrait être une petite révolution. Connaissez-vous l'ooobleck ? Ce matériau étrange fait à partir de fécule de maïs et d'eau. Ce dernier est l'exemple le plus simple de fluide non-newtonien et se présente sous la forme d'une pâte épaisse qui se renforce quand on le frappe et redevient liquide par la suite (voire vidéo plus bas). Des chercheurs de l'Université de Californie à Merced (UCM) ont mis au point un matériau électronique aux caractéristiques physiques étonnantes, se rapprochant de l'ooobleck. Il n'est pas aussi résistant que le carbure de silicium amorphe, mais il pourrait radicalement transformer notre approche des technologies portables.

Des propriétés innovantes

Cette recherche s'est effectuée sous la direction de Di Wu, postdoctorant en science des matériaux, et de Yue (Jessica) Wang. Plutôt que de se rompre, les films polymères développés à Merced se déforment et s'étirent. Diwu explique : « Ces polymères sont très prometteurs ». Elle continue en expliquant que leur objectif est de les rendre « plus légers, moins chers et plus intelligents ».

Le secret de ce matériau réside dans une composition assez sophistiquée, qui combine quatre polymères différents. L'un d'entre eux est le PEDOT:PSS, ajouté en petite quantité (10 %) dans le mélange. Celui-ci est un polymère déjà largement utilisé pour fabriquer écrans tactiles, diodes électroluminescentes organiques (OLED) ou cellules photovoltaïques organiques. Cette structure complexe permet à celui-ci d'absorber l'énergie des impacts sans se briser. Des nanoparticules de 1,3-propanediamine rentrent également dans la composition, qui le rendent encore plus performants et facilitent une déformation encore plus prononcée face aux impacts tout en renforçant la résistance interne de la structure.

À quoi pourrait-il servir ?

La prochaine étape est de réussir à intégrer ces films polymères d'un nouveau genre dans des applications concrètes et qu'il ne soit pas qu'un objet de curiosité scientifique. Bracelets de montres connectées ou capteurs flexibles destinés à la surveillance de santé : capteurs cardiaques, patchs cutanés pour la surveillance de la glycémie, capteurs de température corporelle, etc.

L'équipe menée par Wang travaille également sur une autre version de ce matériau, compatible avec les imprimantes 3D. La chercheuse est très enthousiaste : « Les applications potentielles sont nombreuses, et nous avons hâte d'explorer toutes les opportunités que cette propriété innovante offre ». Espérons que ce matériau, qui ne porte toujours pas de nom, sorte des murs du laboratoire de Wang et trouve son utilité un jour.

Amazon imagine le ski nautique avec des drones

Plutôt qu'un bateau ou une voile, Amazon imagine l'utilisation d'un drone pour tracter les adeptes des sports de glisse. Amazon est connu pour ses intentions de livraison par drones et ses nombreuses expérimentations en la matière. Dans l'avenir, le marchand pourrait bien exploiter les drones pour des activités bien plus ludiques. Un brevet déposé en 2016, et tout juste publié par le bureau des brevets et des marques américain (USPTO), décrit l'utilisation d'un drone de taille conséquente remorquant un adepte des sports de glisse, qu'il s'agisse de ski nautique, sur neige ou bien d'un surfeur.

Le drone pourrait s'apparenter à la voile d'un kitesurf, mais sans les côtés aléatoires, à savoir la direction du vent et sa puissance. Le brevet répond à un autre souci de ces sportifs : l'impossibilité de manœuvrer le drone, puisque l'utilisateur tracté a les mains occupées. Le brevet décrit donc un drone automatisé capable d'interagir avec la personne tractée. En plus de détecter et d'éviter les obstacles et notamment de croiser d'autres câbles de remorquage, par exemple, le drone disposerait d'une cartographie interdisant l'accès aux zones dangereuses, en montagne par exemple. En cas de gros souci, l'aéronef pourrait même soule-

ver l'utilisateur. Autant dire que le drone risque d'être sacrément imposant et sans doute doté d'une autonomie assez limitée en raison de la masse à tracter. Par ailleurs, sa vitesse ne devrait pas pouvoir atteindre celle d'un véritable bateau dédié au ski nautique.

Un drone puissant nécessaire

Même si ce brevet est publié, Amazon n'invente pas grand-chose. Dès 2016, une société comme Freefly Systems, un spécialiste des prises de vue aériennes a également eu l'idée d'utiliser un drone pour remplacer la voilure d'un kitesurf. À l'époque, la firme avait diffusé

une vidéo, elle aussi prise à partir d'un drone, pour montrer les évolutions d'un rider sur l'eau. Il était alors tracté par un volumineux et puissant drone octo-rotor délivrant 950 W par moteur et coûtant autour de 15.000 euros. Si le concept apparaissait alors comme séduisant, il s'agissait essentiellement de réaliser une opération de communication. Du côté d'Amazon, les expérimentations concernant de puissants drones autonomes ont toujours lieu. L'an dernier, elles ont concerné des livraisons sur des distances à portée de 30 minutes pour ces aéronefs. Ceux-ci se contentent de transporter une charge d'un peu plus de deux kilogrammes.

Mots fléchés

Ouvre dans un grand jardin		Résines		Femme de ménage		Un précieux			Reine indienne		Ancienne cité d'Arcadie	Un grand fumeur	Souvent domestique	
Outil au jardin		Pomme d'arbre		Un tissu		Auteur du 'moulin de la galette'			Cinéaste italien				Un as	
								Outil au jardin						
								Brevet sur route						
Trou au jardin								Outil au jardin						
Cavité								Dramaturge connu						
					On peut l'entendre au jardin									
Bien issues					Signes de croix					Forte parfois				Soutient la poitrine
Bon rapport					Attaqué par carie					Essaya				
		Base pas aérienne						Commune du Gard	Ferrure			Appréciation à l'école		
		Liquide au jardin							Une auge					
Devant le toubib			Travail sur tonneau											
Fleur au jardin			Possessif								Commune italienne	Pigments jaunes	Grain de peau	
					Sont un peu lents									
					Sicaire									
Homme volant						Prend du volume								
Difficulté						Ventilé								
		Serait nuisible au jardin	École des grands					Un chien						
			Éveillée					Prendre un coup de rouge						
Agir au jardin														
Le vide absolu														
						Un gros dur								
Agent de liaison	Longs chemins													Outils au jardin
	Utile au jardin													
		Pronom				Assemblage en couture	Squelette		Groupe ethnique		Symbole		Piquent l'été	
		Pousse dans le jardin									Bien détendu			
Trou					Délimite au jardin									
Leurres pour taureaux					Un hit									
								Surface de jardin				D'engrais au jardin		
								Monnaie				Longue période		
Un dieu			Dans la gamme			Monnaie des Hébreux							Marque la surprise	
Obsède			En Chaldée			Une note								
								Mauvaise humeur						
Avec le bien ou le mal					Pièce jointe							Tristes initiales		

Le président de la Commission de l'équipement et du développement local prend part à la 148e AG de l'UIP

Le président de la Commission de l'équipement et du développement local du Conseil de la nation, Lyes Achour, représentant l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM), prend part du 23 au 27 mars, aux travaux de la 148e Assemblée générale (AG) de l'Union interparlementaire (UIP), a indiqué dimanche un communiqué de la chambre haute du Parlement. Prévue dans la ville de Genève (Suisse), cette réunion débattrà du thème de la "Diplomatie parlementaire, tisser des liens pour promouvoir la paix et l'entente", lit-on dans le communiqué. Pour rappel, l'UIP est une organisation mondiale des parlements nationaux, dans laquelle l'APM est membre observateur permanent.



TEBBOUNE PRÉSIDE UN CONSEIL DES MINISTRES

Plusieurs dossiers examinés

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué de la Présidence de la République. « Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés relatifs au suivi de la mise en œuvre des programmes complémentaires de développement dans les wilayas de Khenchela, Tissemsilt, Djelfa et Tindouf, au rapport d'étape sur le recensement général de l'agriculture et au programme de raccordement électrique des exploitations agricoles, des zones industrielles et des zones d'activité, outre l'état des préparatifs pour les Jeux olympiques de 2024 », lit-on dans le communiqué.

CONSEIL DE LA NATION

Séance plénière lundi pour la présentation et le débat du texte de loi relatif au code pénal

Le Conseil de la nation tiendra, lundi, une séance plénière consacrée à la présentation et au débat du texte de loi modifiant et complétant l'ordonnance 66-156 portant code pénal, indique dimanche un communiqué de l'institution parlementaire. La séance sera également marquée par "la validation de la qualité de membre d'un membre du Conseil de la nation au titre du tiers présidentiel et la présentation et l'adoption du rapport de la commission des affaires juridiques et administratives, des droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial", selon la même source.

ATTAQUE TERRORISTE EN RUSSIE

Vives condamnations internationales

La communauté internationale a condamné d'une seule voix, l'attentat terroriste meurtrier perpétré vendredi dans une salle de concert en banlieue nord-ouest de la capitale russe Moscou, dans lequel au moins 133 personnes, dont trois enfants, ont été tuées et 152 blessées, suivi d'un énorme incendie. L'attaque a eu lieu lorsque plusieurs hommes armés ont ouvert le feu sur la foule et lancé des grenades incendiaires. Une journée de deuil national est observée dimanche dans le pays. Le Kremlin a annoncé plus tôt l'arrestation de 11 personnes, "dont quatre terroristes impliqués dans l'attentat". L'Algérie a condamné avec "la plus extrême vigueur" cet attentat terroriste, "lâche et abject", assurant la Fédération de Russie de "sa solidarité pleine et entière", de même qu'elle exprime ses condoléances les plus émues aux familles des victimes et souhaite un prompt rétablissement aux blessés", selon un communiqué du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. "Cet attentat terroriste vient rappeler à l'ensemble de la communauté internationale la persistance du fléau du terro-

risme, tout comme il vient l'interpeller sur l'obligation qui est la sienne de garder intactes sa vigilance et sa capacité de mobilisation collective pour faire face à cette menace qui maintient ses capacités de nuisance et de destruction", ajoute la même source. De leur côté, l'ONU et le Conseil de sécurité ont condamné dans "les termes les plus forts", l'attaque terroriste "odieuse et lâche", près de Moscou. La Chine aussi "condamne vigoureusement l'attaque terroriste", assurant son ferme soutien aux efforts du gouvernement russe pour sauvegarder sa sécurité et sa stabilité nationales. Condamnant toutes les attaques contre les civils, l'Union européenne (UE) s'est, elle, dit "choquée et consternée" après cette attaque terroriste, tandis que l'Italie, qui a déploré un "massacre de civils innocents", a exhorté la communauté internationale à lutter contre le terrorisme. Cette condamnation a été suivie par celle de la Turquie qui a qualifié d'"inacceptable", l'attaque "haineuse contre des civils innocents". Même soutien exprimé par les autorités américaines qui condamnent fermement l'attaque revendiquée par "Daech", se di-

sant "solidaires avec le peuple russe qui pleure les victimes de ce terrible événement". La Malaisie a, de son côté, exprimé sa position de rejet du terrorisme et de l'extrémisme violent sous toutes leurs formes et manifestations. Alors que le Nicaragua a décidé de décréter un deuil national dimanche, en signe de solidarité et de condamnation "du terrible acte terroriste qui a coûté des vies de nos frères de Russie", le Venezuela, le Mexique, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud ont élevé la voix pour "rejeter tout acte de violence". L'attentat terroriste de Moscou a aussi soulevé l'indignation de nombreux pays africains et arabes. La Tunisie a fermement condamné "la fusillade et le lâche acte terroriste", exprimant "son entière solidarité avec la Fédération de Russie amie dans cette grave tragédie" et rejetant "toutes les formes de violence, d'extrémisme et de terrorisme". De leur côté, le Sénégal, la République centrafricaine et le Burkina Faso ont condamné avec la plus grande fermeté un "acte terroriste lâche" et un "crime monstrueux", "ignoble" et "barbare". Même son de cloche pour le Liban et d'autres pays arabes qui ont fermement condamné l'attaque terroriste.

NOUVELLE VILLE DE SIDI ABDALLAH

Avancement des travaux de raccordement des 13.300 logements AADL à la fibre optique

L'opérateur "Algérie Télécom" a annoncé, dans un communiqué rendu public dimanche, l'avancement des travaux de raccordement des 13.300 logements AADL au réseau de la fibre optique dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah (Alger). "Algérie Télécom-Ouest a le plaisir d'annoncer l'avancement des travaux de raccordement des 13.300 logements AADL à la fibre optique à Sidi

Abdallah. Les travaux se déroulent actuellement à un rythme très avancé sur la route principale et secondaire de ces logements dans la circonscription administrative de Sidi Abdallah", lit-on dans le communiqué. A cette occasion, l'opérateur public a salué les efforts importants visant à accompagner l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL) dans la réalisation des

infrastructures de la fibre optique au niveau de ce pôle, "une coopération stratégique traduisant l'engagement constant de l'établissement à fournir des services de haute qualité et à soutenir le développement socioéconomique, notamment dans le domaine de la fourniture de services de téléphonie et d'internet à haut débit aux Algériens", ajoute la même source. Cette collaboration en matière de rac-

cordement de ces nouveaux logements s'inscrit dans le cadre de la convention de partenariat signée en février dernier entre Algérie Télécom-Ouest et l'agence "AADL" du pôle Sidi Abdallah, dans le but de raccorder les nouveaux pôles urbains en cours de réalisation et les projets futurs au réseau internet à haut et très haut débit, a rappelé le communiqué.

DOUANES

Saisie de quantités importantes de comprimés psychotropes à Bouira

Les services des douanes ont saisi plus de 28.000 comprimés psychotropes dans la wilaya de Bouira, a indiqué dimanche un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD). "Dans le cadre des efforts continus de lutte contre la contrebande, les agents de la brigade polyvalente des douanes de Bouira relevant de l'inspection divisionnaire des douanes de Tizi Ouzou, dans le terri-

toire de compétence de la direction régionale d'Alger-Extérieur, ont déjoué une opération de contrebande qui s'est soldée par la saisie de 28.755 comprimés psychotropes de type Prégabaline 300 mg, et d'une somme d'argent en monnaie nationale issue des revenus du trafic", lit-on dans le communiqué. La marchandise saisie a été interceptée au niveau d'un barrage routier après une fouille minutieuse d'un véhicule

de tourisme, outre l'arrestation d'un individu qui a été déféré devant les autorités judiciaires compétentes, ajoute la même source. Ces opérations "s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés par les agents des brigades opérationnelles des Douanes algériennes, notamment en matière de lutte contre la contrebande et le trafic illicite de drogues et de psychotropes", conclut le communiqué.